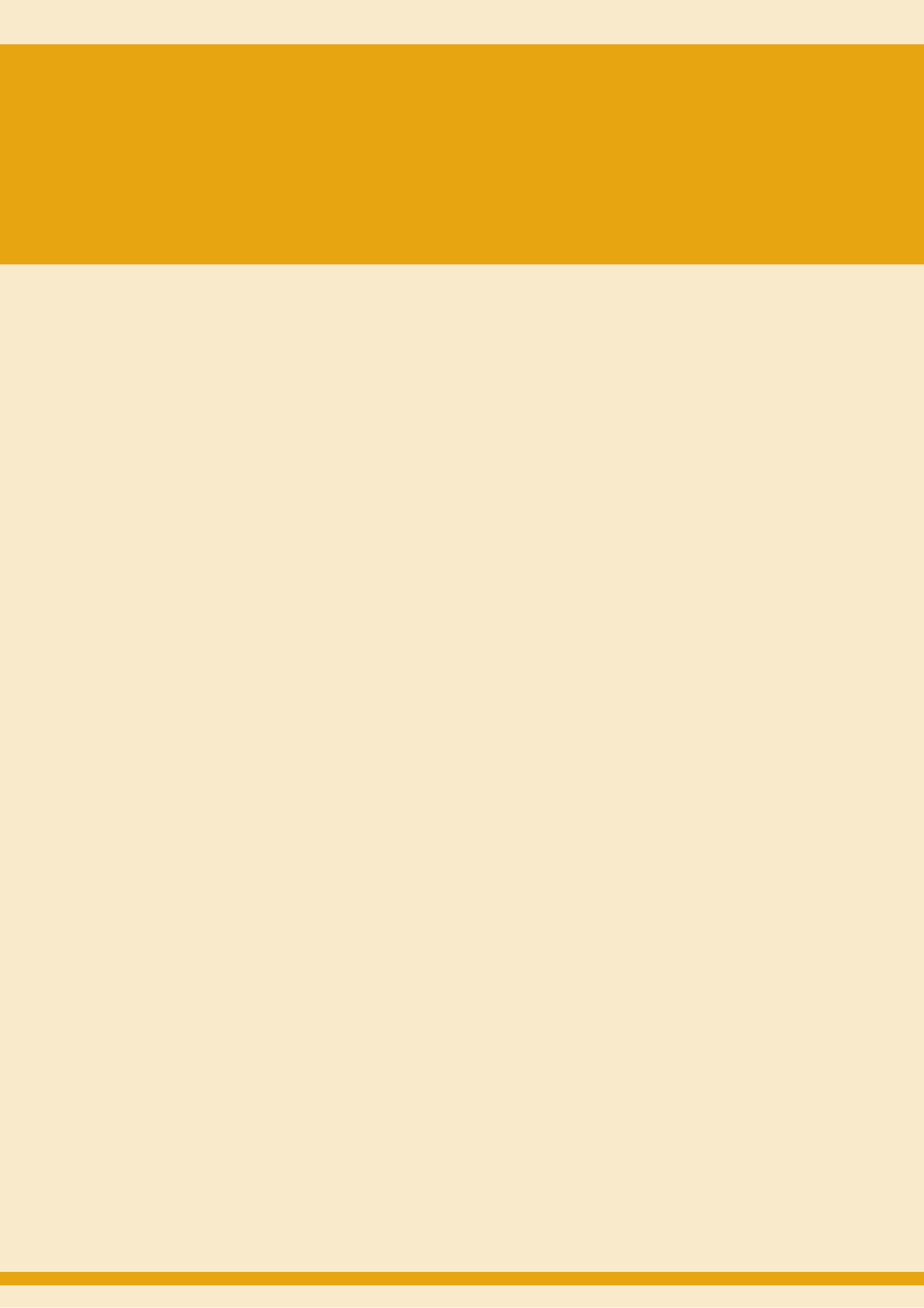


Plus
Plus simple
Plus **Plus vite** Plus
Plus pratique
Plus



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	05
ORGANISATION	06
MESSAGE DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE	07
CHIFFRES CLES 2006	08
EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE	09
RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	10
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE	14
ETATS DE SYNTHESE	32
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	72
RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	76
RESEAU CREDIT DU MAROC	80



MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE



L'année 2006 fut, à tous égards, une très bonne année pour l'économie marocaine.

Avec un taux de croissance de 8,1%, tous les secteurs ont enregistré des performances satisfaisantes malgré quelques tensions inflationnistes.

Dans cet environnement favorable, le système bancaire marocain, toujours caractérisé par des liquidités abondantes, a enregistré des résultats en forte amélioration en dépit de la baisse générale des taux.

Pour sa part, le Crédit du Maroc a connu un niveau d'activité, tant en ressources qu'en emplois qui peut être qualifié d'historique.

Ces réalisations se sont accompagnées durant l'année 2006 d'un parcours boursier remarquable traduisant la confiance du marché en la valeur Crédit du Maroc.

Ainsi, le titre Crédit du Maroc a enregistré une progression de 123% en 2006, supérieure aux deux indices de la bourse de Casablanca ainsi qu'à l'indice bancaire.

D'autre part, le Conseil de Surveillance s'est félicité de l'adoption par le Crédit du Maroc d'un ambitieux plan de développement 2007 – 2010 dont la conquête de nouvelles clientèles et l'industrialisation des procédures constituent le socle. Ce plan bénéficie du soutien actif de son actionnaire majoritaire, le Groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance, dans le cadre de sa mission de contrôle permanent, a suivi l'évolution de l'activité commerciale de la banque ainsi que les progrès enregistrés dans les domaines de l'audit, du contrôle interne et de la maîtrise des risques.

Enfin, le Conseil de Surveillance tient à louer le professionnalisme et l'engagement dont ont fait preuve les collaboratrices et les collaborateurs de la banque dans l'accomplissement de leurs tâches et leur exprime sa confiance dans leur capacité à poursuivre le développement de la banque.

Saïda LAMRANI KARIM

Président du Conseil de Surveillance

ORGANISATION

M. Mohammed KARIM LAMRANI Président Honoraire

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mme Saïda LAMRANI KARIM Président

M. Abdellatif GUERRAOUI Vice-Président

M. Jean-Frédéric DE LEUSSE Membre

M. Ismaïl FASSI-FIHRI Membre

M. Marc GHINSBERG Membre

M. Marc POUZET Membre

M. M'hamed SAGOU Membre

M. Taïeb SKALLI Membre

M. Alain STRUB Membre

Crédit Agricole S.A. représenté par M. Baudouin MERLET Membre

M. Mohammed KAWAKIBI Secrétaire du Conseil

MEMBRES DU DIRECTOIRE

M. Francis SAVOYE Président

M. Jamal LEMRIDI Directeur Général, Membre

M. Pierre MARTIN Membre

MESSAGE DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE



2006 a été pour le Crédit du Maroc l'année de la consolidation de la croissance et de l'arrimage au Groupe Crédit Agricole S.A., lui-même engagé dans un développement important à l'international.

La forte croissance des indicateurs d'activité s'est traduite par des progressions du total bilan de 17% et du PNB de 9,5%.

La rentabilité, en forte amélioration avec un résultat courant en évolution de 27,7%, atteste de la qualité de la gestion et du risque.

Ces performances répondent parfaitement aux ambitions du plan de développement de la banque, actualisé en 2007 pour les quatre prochaines années.

Le soutien du Groupe dont l'illustration la plus visible est l'adoption d'un nouveau logo symbole de l'identité Crédit Agricole marque sa volonté de se développer au Maroc en confiant ses ambitions à sa filiale historique locale.

Le Crédit du Maroc, satisfaisant aux ambitions de son plan de développement et répondant aux exigences prudentielles et réglementaires, est engagé dans de nombreux chantiers et projets structurants, dont la conquête et l'industrialisation sont les piliers.

La conduite de ces chantiers nécessite une forte mobilisation des ressources de la banque et un grand effort d'investissement et de recrutement.

La confiance du Groupe Crédit Agricole S.A. et son soutien, l'engagement du management de la banque et la forte mobilisation de l'ensemble des collaborateurs permettent de mener tous ces projets de front.

Les résultats réalisés et l'amélioration du positionnement de notre banque en 2006 n'auraient pu se concrétiser sans les efforts, la mobilisation et l'adhésion de tous les collaborateurs du Groupe Crédit du Maroc.

Je tiens ici à leur rendre hommage et leur renouvelle la confiance du Directoire dans leur capacité à tenir haut nos ambitions et à réussir les défis du développement.

Pour 2007, les perspectives s'annoncent favorables grâce à la nouvelle dynamique de l'économie marocaine à laquelle le Crédit du Maroc participe activement, et aussi à la transformation de notre banque pour une plus grande disponibilité de ses collaborateurs, une amélioration constante de ses produits et conseils au service de la clientèle.

Francis SAVOYE

Président du Directoire

CHIFFRES CLES 2006

170

(+18) Agences au Maroc

190

(+27) Guichets Automatiques Bancaires

1 867 MDH

Fonds propres

142,5 MDH

(-6,93%) Dotations nettes aux provisions
pour créances en souffrance

28 DH

Dividende par action

1670

(+95) Collaborateurs

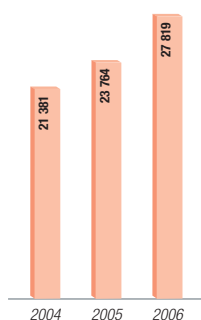


EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE

TOTAL BILAN

+17,0%
+4 055 MDH

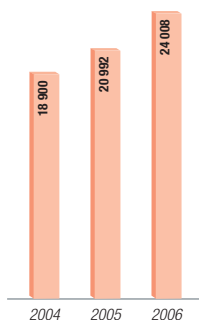
Le total bilan du Crédit du Maroc ressort à 27 819 MDH à fin 2006, en hausse de 17% par rapport à l'année 2005.



DEPOTS DE LA CLIENTELE

+14,4%
+3 015 MDH

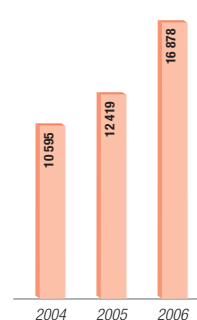
Au 31 décembre 2006, les dépôts de la clientèle se sont établis à 24 008 MDH s'appréciant ainsi de 14,4% par rapport à l'année précédente.



CREANCES SUR LA CLIENTELE

+35,9%
+4 459 MDH

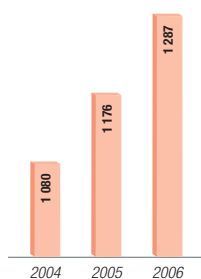
Au terme de l'année 2006, les créances sur la clientèle enregistrent une progression de 35,9% en s'établissant à 16 878 MDH.



PRODUIT NET BANCAIRE

+9,5%
+111 MDH

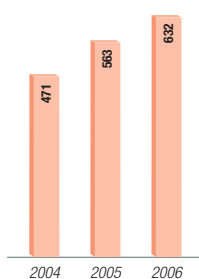
Au 31 décembre 2006, le produit net bancaire s'élève à 1 287 MDH en progression de 9,5% par rapport à 2005.



RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

+12,2%
+69 MDH

Le résultat brut d'exploitation ressort à 632 MDH, en hausse de 12,2% ou +69 MDH par rapport à l'année précédente.



RESULTAT NET

-22% / -86 MDH
+25% / +60 MDH (retraité)

En 2006, le résultat net ressort à 300 MDH contre 385 MDH une année auparavant. Hors éléments exceptionnels marquant l'année 2005, le résultat 2006 est en progression de 25% par rapport à 2005.



■ Résultat net
■ Résultat net hors éléments exceptionnels

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 11 MAI 2007





Mesdames, Messieurs,

En application des statuts du Crédit du Maroc et de la loi n° 17/95 relative aux sociétés anonymes, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle en vue de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Nous vous rappelons qu'en vertu de la loi, le Conseil de Surveillance doit présenter à votre Assemblée ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice 2006.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006, le rapport de gestion du Directoire ainsi que les documents prévus par l'article 141 de la loi ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été dûment adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Dans le cadre du présent rapport, nous aborderons les points suivants :

- l'activité du Conseil de Surveillance,
- le rapport de gestion du Directoire et les comptes clos au 31 décembre 2006,
- la présentation des comptes annuels,
- le rapport sur les questions inscrites à l'ordre du jour et le projet de résolutions.

ACTIVITE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance de votre banque s'est réuni à quatre reprises au cours de l'exercice 2006 en vue d'examiner les rapports de gestion que lui a présentés le Directoire, conformément à la loi.

Ces réunions ont eu lieu en date du 10 mars, du 23 juin, du 12 septembre et du 12 décembre de l'année 2006.

Le Conseil de Surveillance a ainsi été tenu informé de l'évolution de l'activité commerciale de la banque et de ses filiales, des résultats intermédiaires enregistrés au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2006 et des progrès enregistrés dans les domaines de l'audit, du contrôle interne et de la maîtrise des risques.

Lors de sa réunion du 12 décembre 2006, le Conseil de Surveillance a pris connaissance des grands axes et orientations du plan de développement 2007-2010 de la banque, présenté par le Directoire. Les grands projets et ambitions du Crédit du Maroc contenus dans ce plan bénéficient du soutien du Groupe Crédit Agricole S.A.

Les comptes arrêtés en fin d'exercice 2006 ont été examinés lors de la réunion du Conseil de Surveillance du 23 février 2007.

De même, les comités techniques issus du Conseil de Surveillance se sont régulièrement tenus.

En particulier, le Comité d'Audit a tenu avec le management de la banque deux réunions au cours de l'année 2006 et a pu ainsi obtenir toutes explications sur les différents aspects de l'activité, des résultats et d'une manière générale du fonctionnement de la banque.

La réunion du Comité d'Audit du 22 février 2007 a été consacrée en partie, à l'examen des comptes clos le 31 décembre 2006.

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET COMPTES CLOS AU 31 DECEMBRE 2006

Nous nous sommes assurés que le rapport de gestion établi par le Directoire pour l'exercice 2006 et qui est soumis à votre approbation satisfait aux conditions prévues par les articles 142 et suivants de la loi relative aux sociétés anonymes.

Les comptes individuels de l'exercice clos au 31 décembre 2006 font apparaître les principaux agrégats suivants exprimés en milliers de dirhams :

	31.12.2005	31.12.2006	Variation (%)
Total bilan	23 764 027	27 818 848	17,06
Ressources clientèle	20 992 381	24 007 657	14,36
Emplois clientèle	12 419 420	16 878 026	35,90
Produit net bancaire	1 175 846	1 287 017	9,45
Résultat brut d'exploitation	562 890	631 626	12,21
Résultat courant	364 330	465 295	27,71
Résultat net	385 419	299 843	-22,20

Après dotation de 166 millions de dirhams de provisions nettes, en baisse de 16,2% par rapport à l'année dernière, le résultat courant de l'exercice 2006 s'établit à 465,2 millions de dirhams, en augmentation de 27,7% d'une année à l'autre.

Le montant des provisions nettes au titre de l'exercice 2006 comprend une nouvelle dotation pour provisions pour investissements de 40 millions de dirhams et une reprise partielle de 26,6 millions de dirhams sur les dotations constituées au titre des années 2003 et 2004.

Le bénéfice net de l'exercice 2006 ressort à 299,8 millions de dirhams, en baisse de 22,2% par rapport à celui de l'exercice précédent qui incluait des produits non courants s'élevant à 191 millions de dirhams, suite à la cession du terrain dit des Arènes de Casablanca et des filiales CDMG et CDMF.

Nous vous informons enfin, que les comptes annuels et le rapport de gestion établi par le Directoire, après contrôle et vérification, n'appellent aucune remarque.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous avons obtenu l'assurance que les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2006 que nous soumettons à votre approbation ont été établis par le Directoire conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

RAPPORT SUR LES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR ET PROJET DE RESOLUTIONS

Nous vous informons que :

- les questions portées à l'ordre du jour de votre Assemblée telles qu'elles figurent dans l'avis de convocation,
- le rapport relatif aux dites questions,
- le projet d'affectation du résultat,
- le projet de résolutions,

établis par le Directoire ont été dûment contrôlés par nos soins et nous nous sommes assurés de leur conformité avec la loi et avec les dispositions des statuts de votre banque.



Enfin, votre Conseil tient à louer le professionnalisme et le dévouement dont ont fait preuve les collaboratrices et collaborateurs de la banque dans l'accomplissement de leurs tâches et leur exprime sa confiance dans leur capacité à poursuivre l'œuvre de développement de la banque.

Le Conseil de Surveillance

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

EXERCICE 2006



Conjoncture nationale

En 2006, l'environnement international a été marqué par un fort dynamisme de l'activité économique, avec le rebondissement du commerce mondial et le repli des prix du pétrole. La croissance de l'économie mondiale s'établirait à 5,1%.

Sur le plan national, les principaux indicateurs économiques et financiers confirment le renforcement de la croissance prévue en 2006, avec un taux avoisinant 8,1% contre 1,7% en 2005. La conjoncture économique a été marquée par une amélioration des échanges extérieurs, un raffermissement de l'offre d'emploi, une sensible hausse des prix de détail à la consommation et une relance de la croissance.

Le secteur primaire

L'année 2006 s'est achevée sur un net redressement des activités agricoles, profitant de la progression de la récolte de la plupart des cultures, notamment les céréales et les légumineuses. La production céréalière est de l'ordre de 92 millions de quintaux. La production de l'élevage s'est également consolidée. En revanche, la situation du secteur de la pêche reste caractérisée par un faible niveau des tonnages débarqués avec un repli du volume des débarquements de 16,2%.

La valeur ajoutée du secteur agricole est en progression de 30%, et sa contribution à la croissance économique globale est de 3,8%.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics

Le PIB non agricole s'est accru de 5,2% en 2006, grâce notamment au secteur du bâtiment et des travaux publics. En effet, le secteur poursuit sa croissance, profitant de l'importance des investissements publics et privés en matière d'immobilier touristique, de logements économiques et de projets d'infrastructure. Sa valeur ajoutée marquerait un net raffermissement de 7% en 2006.

Le secteur de l'énergie et des mines

Après avoir connu une forte croissance en 2005, le secteur énergétique est entré dans une phase de ralentissement. En glissement annuel, sa valeur ajoutée s'est accrue de 0,1%, au terme des trois premiers trimestres de 2006, contre 17% en 2005. Ce ralentissement est le fait d'une décélération des activités des centrales électriques, conjuguée au fléchissement de la production des raffineries de pétrole. Quant à l'activité minière, bridée par les faibles performances de l'activité des minerais non métalliques, sa valeur ajoutée s'est repliée de 0,8%, en variation annuelle, après une progression de 7,5%, à la même période de 2005. La croissance de la production du phosphate brut s'est limitée à 0,5% en variation annuelle (27,4 millions de tonnes).

Le secteur touristique

Le tourisme a affiché une bonne performance au cours de l'année 2006, comme en témoigne la tendance haussière aussi bien des arrivées (+12%) que des recettes touristiques (53 milliards de DH soit +29%). Le renforcement de la desserte aérienne nationale et les actions de promotion menées et ciblées, selon les marchés émetteurs, ont permis de drainer un surplus de touristes étrangers vers le pays. La bonne tenue du secteur a été, toutefois, tempérée par un ralentissement enregistré au niveau des nuitées (7%, contre 16,2% un an auparavant), sous l'effet de la faible performance enregistrée au niveau du tourisme intérieur et du marché français.

Les échanges extérieurs

Au terme de l'année 2006, la demande étrangère adressée au Maroc s'est renforcée de 9,2% en variation annuelle, profitant d'un environnement international relativement porteur.

La balance commerciale s'est soldée, au terme de l'année 2006, par un déficit de 94 milliards de DH, en aggravation de 9 milliards de DH par rapport à 2005. Cette situation résulte d'une progression de 11% des importations et de 11,2% des exportations. Le taux de couverture s'est légèrement amélioré pour s'établir à 54%.

La hausse des importations provient à hauteur de 94,8% des achats hors pétrole dont notamment ceux des demi-produits (78%), des biens d'équipement (15%) et des produits de consommation.

La hausse des exportations a concerné essentiellement les ventes hors phosphates et dérivés qui ont réalisé une progression de 9,3 milliards de DH, dont 3,5 milliards de DH provenant des ventes des produits finis de consommation et 1,4 milliard de DH des produits bruts d'origine minérale. L'évolution favorable des transferts des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) et des recettes touristiques a joué un effet compensatoire permettant d'absorber les effets du déficit commercial sur la balance courante. La consolidation des avoirs extérieurs permet une couverture de près de 10 mois d'importations de marchandises, contre l'équivalent de 11 mois à un an auparavant (hors admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement et importations dans la zone franche de Tanger).

Les recettes de voyages et celles relatives aux MRE

L'évolution favorable du tourisme s'est traduite par une importante augmentation des recettes de voyages qui, conjuguée à la nette progression des transferts MRE, continue de compenser le déficit de la balance commerciale.

En effet, les recettes touristiques sont en hausse de 29%, en variation annuelle. Les recettes MRE ont atteint 47,7 milliards de DH, soit une progression de 17%.

Les investissements et prêts privés étrangers

Les recettes des investissements et prêts privés étrangers ont totalisé 28 milliards de DH au terme de l'année 2006, en baisse de près de 0,8% par rapport à l'année précédente.

Les finances publiques

Le budget 2006 a dégagé une amélioration des recettes de 10,5%, en comparaison avec la même période de l'année 2005. L'ensemble des recettes fiscales a bien évolué (+13 milliards de DH soit 12,8%), en relation avec la reprise du rythme de la croissance économique. Par contre, les recettes non fiscales ont légèrement stagné, suite à la baisse des entrées au titre des opérations de privatisation au cours de cette période.

Parallèlement, les dépenses ordinaires ont affiché une hausse de 1,3%. D'un côté, les dépenses de compensation ont connu une hausse significative et les charges y afférentes ont progressé de 7,9%, à cause de la flambée des cours du pétrole et du gaz et ce, malgré le réajustement partiel des prix intérieurs des produits pétroliers. Les dépenses relatives aux intérêts de la dette publique se sont accrues de 6,5% et les charges des salaires des fonctionnaires ont augmenté de 2,4%. En revanche, ce sont les dépenses de matériels et les dépenses diverses qui ont contribué à la baisse des dépenses ordinaires, puisqu'elles se sont repliées de 17,8%.

Ainsi, le déficit global s'est situé à 9,8 milliards de DH, soit 1,7% du PIB contre 4% en 2005.

Agrégats monétaires et placements liquides

Au terme de l'année 2006, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 24 milliards de DH ou 14,5%, taux comparable à celui réalisé en 2005 et ce, parallèlement à la croissance soutenue des recettes au titre des voyages et des transferts

des Marocains Résidant à l'Étranger, ainsi qu'à la faveur de la bonne orientation des exportations. Pour leur part, les concours à l'économie ont marqué un accroissement de 16,5%, au lieu de 11,1%. Cette évolution a concerné l'ensemble des catégories de crédit et particulièrement les facilités de trésorerie, avec 43% du crédit total alloué à l'économie en 2006, suivies des prêts immobiliers et des crédits à l'équipement, avec respectivement 33% et 21%. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont accusé une baisse de 2,7%, consécutivement à la diminution des recours du Trésor aux banques de 675 millions de DH et à l'amélioration de sa position nette auprès de Bank Al-Maghrib de 1,4 milliard de DH.



Cette évolution des sources de création monétaire s'est accompagnée d'une progression des agrégats de monnaie chiffrée à 17% pour M3 et à 17,7% pour M1, contre respectivement 14% et 14,8% en 2005. Dans le même temps, l'encours des agrégats de placements liquides s'est élargi de 41,2%, au lieu de 0,1%, suite à la progression de l'ensemble des titres des OPCVM de 33,6%, les titres de créances négociables recensés dans l'agrégat PL1 ayant, en revanche, baissé de 19,7%.

AGREGATS	Encours en millions de DH		Variation Déc. 2006-Déc. 2005	
	Déc. 2005	Déc. 2006	MDH	%
Monnaie fiduciaire	89 364	108 564	+19 200	21,49
Monnaie scripturale	227 213	263 916	+36 703	16,15
M1	316 577	372 480	+55 903	17,66
Placements à vue	59 147	64 682	+5 535	9,36
M2	375 724	437 162	+61 438	16,35
Placements à terme	99 094	118 364	+19 270	19,45
M3	474 818	555 526	+80 708	17,00
Placements liquides	41 042	57 931	+16 889	41,15

L'inflation

L'année 2006 a été marquée par une série de hausses qui a touché certains produits de consommation et a lesté, par conséquent, le pouvoir d'achat des consommateurs. L'indice annuel moyen du coût de la vie a augmenté de 3,3% contre 1,0% l'année précédente. Cette accélération du taux moyen annuel résulte, à la fois de la progression des prix des produits alimentaires et d'une accélération de l'inflation non alimentaire avec un rythme de progression annuelle moyen de 2,8%.

Environnement bancaire et financier

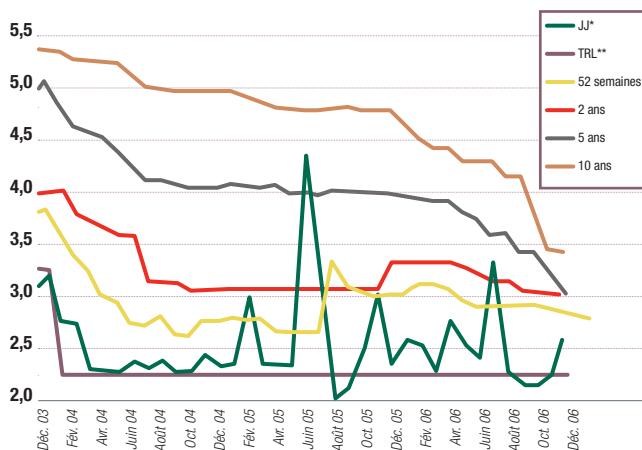
Marché monétaire

Le marché monétaire est caractérisé par une forte surliquidité en 2006, qui reste cependant moins persistante qu'en 2005. En effet, l'effet expansif sur les liquidités bancaires, cumulé depuis le début de l'année 2006, est évalué en moyenne de fin de semaine à 3,4 milliards de DH. Les taux repo et interbancaires ont connu une volatilité réduite, à l'exception de quelques mois qui ont enregistré une certaine tension sur le cash :

- le mois d'avril sous l'effet de l'échéance fiscale de l'impôt sur les sociétés,
- le mois de juillet en raison de la rétention de liquidité pratiquée par certains acteurs de la place en anticipation d'importantes levées de fonds sur le marché,
- le mois de décembre en relation avec la célébration de l'Aïd Al Adha.

Bank Al-Maghrib a procédé, de manière continue, au retrait des excédents par le biais des facilités de dépôts à 24 h à un taux de 2,25%, et des reprises de liquidités à 7 jours sur appels d'offres à 2,50%. Ce taux a été relevé le 19 décembre de 25 points à 2,75%.

Évolution des taux des Bons du Trésor



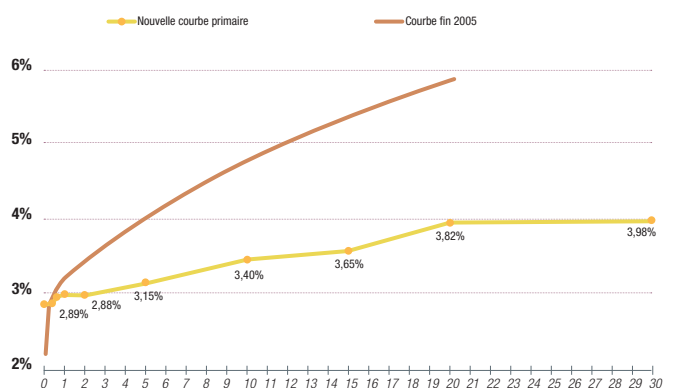
* TMP Interbancaire

** Taux des reprises de liquidités quotidiennes par BAM

Marché obligataire

Le marché obligataire a poursuivi sa tendance baissière. Cette baisse a été particulièrement ressentie sur les maturités moyen et long terme. C'est ainsi que le taux des bons à 5 ans a baissé de 4% à 3,15% et le taux des bons à 10 ans a perdu 1,3 point passant de 4,7% à 3,4%. Notons que 2006 a connu l'émission pour la 1^{ère} fois par le Trésor de bons à 30 ans qui ont été adjugés à 3,98%.

Courbe des taux au 31/12/06



Taux d'intérêt

Les taux servis sur les ressources à terme ont été orientés à la hausse en 2006 sous l'effet d'une concurrence axée sur les taux. Ainsi, le taux de rémunération moyen pondéré des dépôts à 6 mois s'est inscrit en hausse de 48 points de base par rapport à 2005, atteignant 3,77%.

Le taux d'intérêt servi sur les dépôts en comptes sur carnets auprès des banques, indexé sur celui des bons du Trésor à 52 semaines au cours du semestre précédent, diminué de 50 points de base, a été fixé à 2,49% pour le 2^{ème} semestre 2006, contre 2,57% au 1^{er} semestre 2006.

Ce taux en 2005 a été respectivement de 2,28% et 2,27%. Le taux restera inchangé au cours du premier semestre de l'année 2007.

Le taux de rémunération des comptes sur livrets de la Caisse d'Épargne Nationale, indexé sur le taux des bons du Trésor à 5 ans, a été revu à la hausse entre le 1^{er} et le 2^{ème} semestre 2006 passant de 1,45% à 1,90%. Ce taux en 2005 a été respectivement de 1,55% et 1,50%. Il a été arrêté à 1,25% au cours du premier semestre de 2007.

S'agissant des titres de créances négociables, il a été enregistré l'émission par une banque de certificats de dépôt pour des maturités de 1 an et de 5 ans à des taux respectifs de 3,25% et de 3,80%. En outre, trois émissions de billets de trésorerie de durées allant de 3 à 6 mois ont été placées à des taux compris entre 3,15% et 3,45%.

Marché boursier

Le marché boursier national s'est inscrit en nette hausse en 2006. L'activité à la Bourse des Valeurs de Casablanca a marqué des records historiques. Tous les clignotants du marché ont affiché des progressions remarquables.

La bonne tenue de l'économie nationale en 2006, malgré la hausse du prix de l'énergie, a constitué un facteur de soutien à l'appréciation de la bourse. L'intérêt des investisseurs étrangers aux valeurs cotées a été manifeste.

La grande majorité des actions a évolué à la hausse. Le secteur de l'immobilier, nouvellement coté, sort du lot en sur-performant le marché.

La performance globale des indices MASI et MADEX, en 2006, s'est élevée respectivement à 71,1% et 77,7%. En effet, le marché a été caractérisé par une demande accrue des titres de capital, ce qui a permis de soutenir les cours des principales valeurs cotées. La place de Casablanca a admis dix nouvelles entreprises à la cotation en 2006.

Ces nouvelles valeurs, qui représentent plusieurs secteurs d'activité économique, ont été fortement demandées, ce qui a accentué la pression à la hausse sur les cours et donc la valorisation du marché.

Globalement, l'évolution des volumes échangés sur le marché boursier a été importante. La croissance du marché des actions s'est accompagnée d'une nette augmentation du volume des transactions. Le chiffre d'affaires généré a augmenté de 40,1%. Les échanges ont été soutenus par une liquidité abondante. De même, la demande des titres des sociétés nouvellement cotées a été forte. En effet, le volume transactionnel s'est chiffré à 138,8 milliards de DH. Il a été généré à hauteur de 85,3% sur le marché central. Ce dernier a été particulièrement animé, à l'inverse du comportement de ce marché en 2005. En revanche, le chiffre d'affaires sur le marché des blocs s'est remarquablement réduit et n'a engendré que 14,7% du chiffre d'affaires global.

A l'image des indices consolidés, la capitalisation boursière s'est sensiblement appréciée sur la place de Casablanca. Elle s'est établie à fin 2006 à 424,9 milliards de DH, traduisant une augmentation de 68,4% par rapport à l'année précédente.

Analyse de l'activité du Crédit du Maroc

Evolution de l'activité commerciale

◆ Les dépôts

Exprimé en capitaux moyens à fin décembre 2006, le total des ressources clientèle du Crédit du Maroc s'est élevé à 21 374 MDH, soit une progression de 9,58% par rapport à la même période de l'année précédente (ou +1 869 MDH). Exprimés en capitaux mensuels, les dépôts se sont établis à 22 039 MDH, progressant de 6,65% par rapport à décembre 2005 (ou +1 374 MDH).

La structure des dépôts clientèle du Crédit du Maroc comparée au Système Bancaire se présente comme suit :

Evolution des encours des dépôts de la clientèle

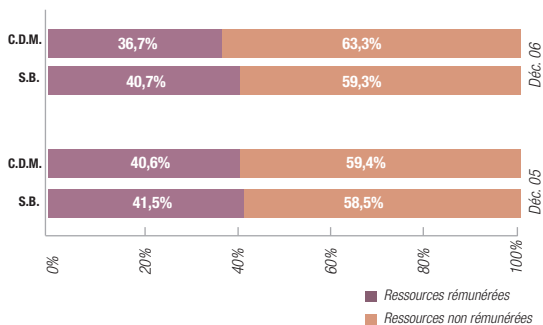
CDM - Système Bancaire

31 Déc. 2006 / 31 Déc. 2005

Base capitaux en ligne

	Taux d'évolution Système Bancaire	Taux d'évolution CDM	Part de marché	
			Déc. 2006	Δ/Déc. 2005
Comptes chèques	16,3%	9,7%	6,46%	-0,39 pt
Comptes courants	21,7%	30,5%	6,12%	+0,41 pt
Comptes sur carnets	9,6%	7,1%	9,98%	-0,24 pt
Ressources à terme	15,9%	-11,2%	3,38%	-1,03 pt
Total ressources	17,1%	8,7%	5,95%	-0,46 pt

Structure des ressources clientèle

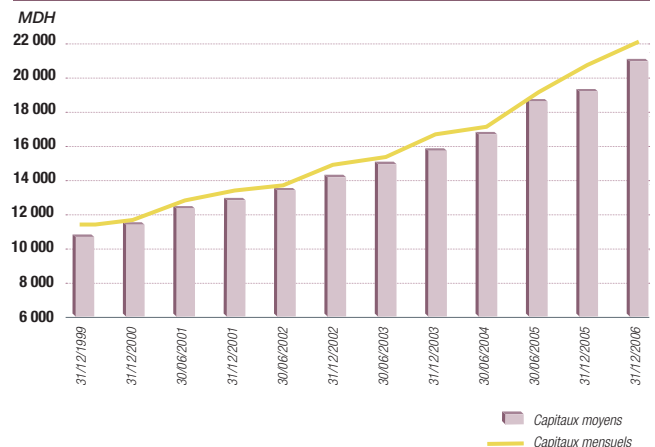


L'évolution de la structure des ressources du Crédit du Maroc montre un renforcement sensible de la part des ressources non rémunérées (+3,9 points contre +0,8 point pour le Système Bancaire).

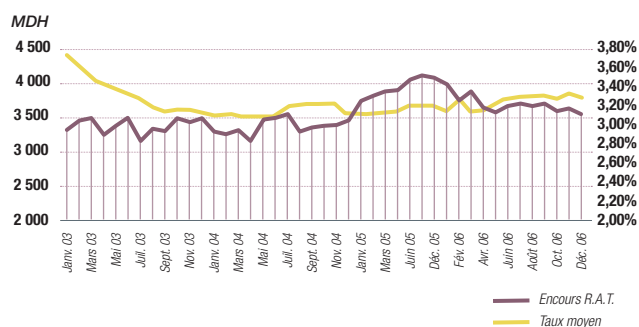
Comparativement à fin décembre 2005, la part de marché de la banque, en ressources, a évolué comme suit :

La part globale des ressources du Crédit du Maroc est en baisse de 0,46 point. Celle-ci recouvre néanmoins des évolutions contrastées. D'une part, les comptes courants réalisent un gain de part de marché de 0,41 point, et d'autre part, les comptes chèques et les comptes sur carnets enregistrent des évolutions à un rythme inférieur à celui du marché (respectivement -0,39 point et -0,24 point). Quant aux ressources à terme, leur évolution a été négative au niveau du Crédit du Maroc contrairement à l'ensemble du marché qui offrait des conditions plus avantageuses.

Ressources clientèle du Crédit du Maroc



Evolution mensuelle du volume des ressources à terme et du taux moyen



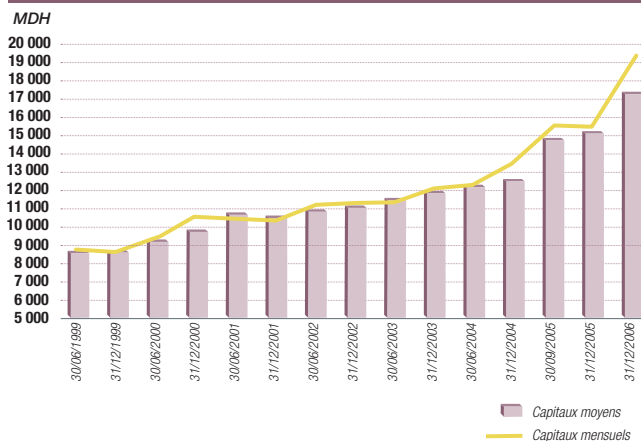
Les ressources à terme de l'année 2006 sont inférieures à celles de 2005. Une baisse des volumes de 519 MDH et du taux de 3 points a été enregistrée par rapport à décembre 2005.

◆ Les crédits

Exprimé en capitaux moyens à fin décembre 2006, l'encours global des crédits clientèle du Crédit du Maroc s'est établi à 17 306 MDH, soit une hausse de 15,03% (ou +2 261 MDH) par rapport à l'année précédente.

Exprimés en capitaux mensuels, les crédits clientèle ont atteint 19 321 MDH, soit une progression de 24,12% par rapport au mois de décembre 2005 (ou +3 755 MDH).

Emplois clientèle du Crédit du Maroc



Evolution des encours de crédits à la clientèle CDM - Système Bancaire

31 Déc. 2006 / 31 Déc. 2005

Base capitaux en ligne

	Taux d'évolution Système Bancaire	Taux d'évolution CDM	Part de marché	
			Déc. 2006	Δ/Déc. 2005
Créances sur les sociétés de financement	+24,9%	+4,3%	8,0%	-1,58 pt
Crédits de trésorerie	+26,3%	+30,2%	6,41%	+0,19 pt
Crédits à l'équipement	+22,1%	+72,7%	9,31%	+2,73 pts
Crédits à la consommation	+29,1%	+30,3%	10,13%	+0,10 pt
Crédits immobiliers	+32,1%	+25,6%	6,80%	-0,35 pt
Total Emplois	+24,8%	+31,9%	7,50%	+0,40 pt
EPS	+14,2%	+16,9%	6,20%	+0,14 pt

La part de marché du Crédit du Maroc au niveau des crédits par décaissement s'améliore de 0,4 point en raison de la bonne évolution des crédits à l'équipement, des crédits de trésorerie et des crédits à la consommation. En revanche, les créances sur les sociétés de financement et les crédits immobiliers enregistrent des performances inférieures à celles du Système Bancaire.

L'évolution des engagements par signature du Crédit du Maroc a été supérieure au Système Bancaire ce qui s'est traduit par une hausse de part de marché de 0,14 point.

◆ Comptes

A fin décembre 2006, l'encours des comptes s'est accru de 8,3% par rapport à fin décembre 2005 et s'est établi à 715 725 comptes.

Produits et services

En 2006, le Crédit du Maroc continue à innover en lançant de nouveaux produits et services destinés à l'ensemble des marchés de la banque.

◆ InterMed

Il s'agit d'une structure dédiée, dans un premier temps aux entreprises marocaines et françaises, grâce à un regroupement d'expertises et de compétences destiné à faciliter le partenariat, l'investissement et les échanges commerciaux entre les deux rives de la Méditerranée.

Ce service, lancé en partenariat avec le Crédit Agricole Alpes Provence, est une réponse à la complexité des projets clients à l'international.

Il se décompose en plusieurs modules (InterMed Direct, InterMed Banque...) qui accompagnent le client en phase de découverte, de développement ou de déploiement à travers une large gamme de services (site Internet spécialisé sur la zone, veille concurrentielle, séminaires de formation et d'informations, système d'alertes...).

◆ Daba Daba Charika

Elle permet aux entreprises de doter leur personnel de cartes bancaires prépayées rechargeables par des virements de salaire, des versements espèces, des remboursements de frais de séjour ou de frais médicaux... afin d'effectuer des retraits d'argent, de régler des achats chez les commerçants équipés de TPE, de recharger leur carte GSM, de payer des factures téléphoniques ou d'eau et d'électricité...



◆ Ribate & Ribate+



Ces offres visent à proposer aux étudiants marocains une solution globale permettant de les accompagner dans leurs études supérieures en France. C'est ainsi que dans le cadre des synergies au sein du Groupe Crédit Agricole, le Crédit du Maroc a signé un partenariat avec LCL - Le Crédit Lyonnais, le 4 juillet 2006. Cette convention offre de multiples avantages aux étudiants (pré-ouverture de compte auprès de LCL à distance, tarification très avantageuse, gratuité des frais de transferts, caution pour la location d'un logement délivrée par LCL...).

◆ cdmPRIVILEGE



Il s'agit d'un package destiné aux dirigeants d'entreprises. Conçue de manière originale tant au niveau du contenu que du mode de communication, cette offre permettra à nos responsables Entreprises d'apporter une offre retail aux dirigeants et ainsi de mieux performer dans nos relations corporate.

◆ Les solutions MASKANE

Il s'agit d'une nouvelle formule de crédit offrant des solutions personnalisées pour financer les projets immobiliers avec une réponse à la demande de crédit en 48 heures. Cette offre regroupe trois types de crédit :

- **Crédit SAKANE** : pour l'acquisition d'un logement neuf ou ancien.
- **Crédit ARD** : pour l'acquisition d'un terrain.
- **Crédit TAJDID** : pour l'acquisition d'un logement avant la revente du bien actuel.



◆ cdmRETRAITE

Contrat d'assurance permettant de constituer progressivement une épargne par versements successifs, destinée à financer la retraite de personnes physiques titulaires d'un compte chèques, âgées de moins de 60 ans, particuliers et professionnels. Ce contrat se compose d'une garantie à la constitution de l'épargne et d'une garantie relative au paiement d'un capital complémentaire en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive de l'assuré avant l'échéance.

◆ cdmEDUCATION

Contrat d'assurance qui a pour objet de constituer une épargne éducation au profit d'un enfant bénéficiaire, en vue de lui permettre de poursuivre ses études supérieures ou de s'insérer dans la vie active moyennant des versements périodiques et complémentaires.

Ressources humaines et réseau

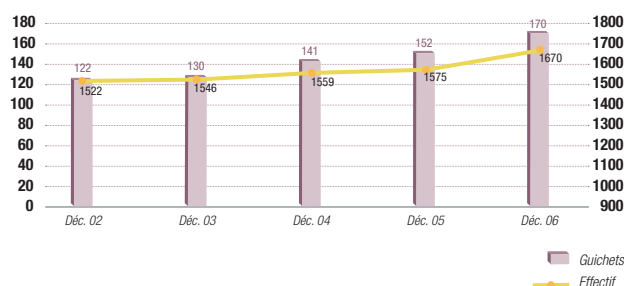
◆ Ressources humaines

A fin décembre 2006, l'effectif du Crédit du Maroc a atteint 1 670 collaborateurs contre 1 575 enregistrés au 31 décembre 2005.

Le Crédit du Maroc a accompagné son processus de croissance par l'accélération de son rythme de recrutement. Ainsi, 194 nouveaux collaborateurs, dont 52% de cadres, ont rejoint la banque en 2006, soit près du double des recrutements de 2005.

L'évolution de l'effectif et des guichets s'établit comme suit :

Evolution de l'effectif et du nombre de guichets



◆ Réseau

Le réseau du Crédit du Maroc s'établit à 170 agences au 31 décembre 2006, 18 nouvelles agences ayant été ouvertes depuis le début de l'année. Il s'agit des agences suivantes :

Date d'ouverture	Agence	Région
13 mars 2006	Oujda Badr	Oriental
3 avril 2006	Agadir Dcheira	Souss
24 avril 2006	Berkane Hassan II	Oriental
22 mai 2006	Tanger Souani	Nord
6 juillet 2006	Berrechid Ezzahra	Groupe Casa Maârif
17 juillet 2006	Casa Al Kheir	Groupe Casa Aïn Sebaâ
24 juillet 2006	Monte Arui	Oriental
11 août 2006	Meknès Marjane	Fès – Meknès
22 août 2006	Casa Zerktouni Les Fleurs	Groupe Casa Anfa
25 août 2006	Casa Hay Moulay Rachid	Groupe Casa Aïn Sebaâ
4 septembre 2006	Rabat Bab Tamesna	Rabat – Kénitra
26 octobre 2006	Marrakech Al Massira	Marrakech
17 novembre 2006	Agadir Had Belfaâ	Souss
06 décembre 2006	Marrakech Sidi Abbad	Marrakech
26 décembre 2006	Rabat Méga Mall	Rabat – Kénitra
13 décembre 2006	Casa Espace Maskane La Résistance	Groupe Casa Centre
15 décembre 2006	Agadir Cité Universitaire	Souss
26 décembre 2006	Fès Badr	Fès- Meknès

◆ L'installation de nouveaux GAB

A fin décembre 2006, le parc des Guichets Automatiques Bancaires (GAB) du Crédit du Maroc s'élève à 190 guichets contre 163 à fin décembre 2005.

Nouvelle identité visuelle



Le 13 décembre 2006, le Crédit du Maroc a dévoilé au public sa nouvelle identité visuelle, affirmant ainsi son appartenance au Groupe Crédit Agricole S.A. (France), et confortant sa position privilégiée de banque universelle.

Cette nouvelle identité visuelle, qui est commune à toutes les filiales du Groupe, s'est traduite par :

◆ Un nouveau logo



- qui marque l'appartenance à l'un des plus grands Groupes bancaires internationaux,
- qui accompagne le nom de l'institution dans une typologie exclusive résolument moderne et dynamique,
- qui reprend à la fois les couleurs du Groupe et du Crédit du Maroc.

◆ Une nouvelle signature

« **Plus simple, plus vite, plus pratique** » ; parce qu'une nouvelle identité ne se limite pas à une simple création de logo, le Crédit du Maroc a souhaité en apporter la preuve dans ses actes quotidiens.

◆ Un dispositif de communication

Pour installer la nouvelle image de marque, le Crédit du Maroc a décliné sa nouvelle identité à travers une communication TV et radio axée sur 4 thèmes : le crédit immobilier, le crédit à la consommation, l'assurance et la monétique.

La campagne lancée par le Crédit du Maroc s'est construite un territoire de communication spécifique, en rupture avec les codes classiques des campagnes institutionnelles du secteur, notamment grâce au partenariat avec l'actrice au ressort comique Hanane FADILI.

Ce dispositif de communication a été complété par un plan média puissant qui véhicule une présence quasi-permanente sur tous les autres médias (presse, affichage urbain...) sans oublier que la banque est également un média de choix (vitrines d'agences, PLV, écrans GAB, site web...).



Activité des filiales

Crédit du Maroc Capital



A fin décembre 2006, Crédit du Maroc Capital a réalisé un chiffre d'affaires de 17 284 KDH. Par activité, ce dernier se décompose comme suit :

- Commissions d'intermédiation : 10 204 KDH
- Commissions analyses et recherches : 929 KDH
- Produits financiers : 6 150 KDH

Les charges d'exploitation se chiffrent à 5 619 KDH, en baisse de 17% par rapport à 2005.

Le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 11 664 KDH.

Le résultat net de l'exercice 2006 s'élève à 8 799 KDH. Le résultat 2005 intègre le produit de cession des filiales CDMG et CDMF pour 18 653 KDH. Hors ces éléments, le résultat net 2006 ressort en progression de 37%.

Résultats au 31 décembre 2006

CDMC (en KDH)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006	Evolution (%)
Chiffre d'affaires	17 825	17 284	-3,04
Total charges d'exploitation	6 790	5 619	-17,25
Résultat brut d'exploitation	11 034	11 664	5,71
Résultat net	25 081	8 799	-64,92

Crédit du Maroc Patrimoine



Au 31 décembre 2006, les produits d'exploitation se sont établis à 20 542 KDH en progression de 30% par rapport à 2005.

Au terme de l'année 2006, les charges d'exploitation se sont établies à 3 345 KDH contre 1 937 KDH en 2005, année de démarrage de l'activité de CDMP (mois de mars).

Le résultat brut d'exploitation à fin 2006 s'est établi à 17 197 KDH.

Le résultat net au terme de l'exercice 2006 s'est établi à 11 561 KDH.

Résultats au 31 décembre 2006

CDMP (en KDH)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006	Evolution (%)
Chiffre d'affaires	15 797	20 542	30,04
Charges générales d'exploitation	1 937	3 345	72,60
Résultat brut d'exploitation	13 859	17 197	24,08
Résultat net	9 013	11 561	28,26

Crédit du Maroc Leasing



A fin décembre 2006, les produits d'exploitation bancaire se sont élevés à 322 557 KDH, alors que les charges d'exploitation bancaire se sont limitées à 286 756 KDH. Le produit net bancaire (PNB), ainsi dégagé, s'élève à 35 800 KDH. En conséquence, le résultat brut d'exploitation s'établit à 26 562 KDH.

Les reprises de provisions se sont inscrites à 8 005 KDH. Pour leur part, les dotations aux provisions et pertes sur créances en souffrance se sont élevées à 19 139 KDH.

Au terme de l'exercice 2006, CDM Leasing affiche un bénéfice net de 10 358 KDH.

Résultats au 31 décembre 2006

CDML (en KDH)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006	Evolution (%)
Produits d'exploitation bancaire	286 668	322 557	12,52
Charges d'exploitation bancaire	265 362	286 756	8,06
Produit net bancaire	21 306	35 800	68,02
Produit net bancaire corrigé de la variation de la réserve latente	31 304	52 710	68,38
Résultat brut d'exploitation	13 162	26 562	101,80
Dotations nettes aux provisions	1 368	11 134	>100
Résultat net	9 194	10 358	12,66

Banque Internationale de Tanger

Au 31 décembre 2006, la Banque Internationale de Tanger a réalisé un PNB de 302 721 USD, qui se décompose comme suit :

- Marge d'intérêts : 280 620 USD
- Résultat des opérations de change : 22 101 USD

Les charges générales d'exploitation se sont élevées à 55 475 USD.

Le résultat net de la BIT ressort à 213 084 USD, soit une hausse de 125% par rapport à 2005.

Résultats au 31 décembre 2006

BIT (en USD)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006	Evolution (%)
Produit net bancaire	204 287	302 721	48,18
Charges générales d'exploitation	35 706	55 475	55,37
Résultat brut d'exploitation	168 581	247 246	46,66
Résultat net	94 637	213 084	125,16

Succursale de Paris

Au 31 décembre 2006, le résultat net de la succursale fait apparaître un bénéfice net comptable de 139 KEUR en progression de 18,8% par rapport à l'exercice passé.

La marge sur intérêts est en progression de 13% par rapport à décembre 2006, et est favorablement impactée par l'accroissement des capitaux engagés en MCNE, l'activité forfaiting et le relèvement des taux de référence.

Les commissions sont en repli de 18% et illustrent l'impact de la réorganisation de la succursale et l'amorce de la cessation de l'activité de proximité.

Le PNB se chiffre à 1 300 KEUR en diminution de 4,48% par rapport à fin décembre 2005.

Les charges générales d'exploitation sont en retrait de 11,2% par rapport à 2005, reflétant une baisse de la charge salariale et des frais liés aux services extérieurs dans le cadre de la réorganisation.

Résultats au 31 décembre 2006

Succursale de Paris (en KEUR)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006	Evolution (%)
Produits d'exploitation bancaire	1 659	1 641	-1,08
Charges d'exploitation bancaire	297	342	15,15
Produit net bancaire	1 361	1 300	-4,48
Produits d'exploitation non bancaire	561	453	-19,25
Charges générales d'exploitation	1 693	1 502	-11,28
Résultat brut d'exploitation	229	251	9,61
Résultat net	117	139	18,80

S.I.F.I.M.

SIFIM (Société Immobilière et Financière Marocaine) est une filiale détenue à 100% par le Crédit du Maroc.

L'essentiel de ses produits est généré par son activité de gestion immobilière sous forme de revenus locatifs.

Les charges sont constituées essentiellement des charges financières et des dotations aux amortissements.

Les charges financières totalisent 7 499 KDH, constituées essentiellement des intérêts servis au titre de l'avance en compte courant consentie par le Crédit du Maroc en décembre 2005, à l'occasion de l'acquisition du terrain des Arènes.

Le résultat non courant correspond à une plus-value sur cession d'un bien immobilier intervenue au cours du premier semestre 2006.

Résultats au 31 décembre 2006

SIFIM (en KDH)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006
Produits courants	2 807	2 517
Charges courantes	2 181	9 714
Résultat courant	627	-7 196
Résultat non courant	4 727	2 842
Résultat net	4 785	-4 522

Crédit du Maroc Assurances



2006 est l'année de la mise en œuvre des bases de fonctionnement de CDMA. Un effort particulier a été réservé au développement de la distribution via le réseau

des agences Crédit du Maroc des différents produits d'assurances dommages déjà lancés (cdmPROTECTION et Multirisque SAKANE).

Situation de CDMA au 31 décembre 2006 :

Les produits d'exploitation, correspondant aux commissions sur ventes de cdmPROTECTION et Multirisque SAKANE, totalisent 5 126 KDH.

Les charges d'exploitation, composées essentiellement de salaires, se chiffrent à 706 KDH.

Le résultat net ressort à 3 395 KDH.

Résultats au 31 décembre 2006

CDMA (en KDH)	Réalisations Déc. 2005	Réalisations Déc. 2006
Chiffre d'affaires	23,2	5 126
Charges générales d'exploitation	124,7	706
Résultat brut d'exploitation	-101,5	4 420
Produits non courants	-	804
Résultat avant impôt	-101,5	5 223
Résultat net	-101,5	3 395

Investissements

Investissements informatiques

En 2006, la Direction de l'Informatique et de l'Organisation s'est attelée à accompagner l'ensemble des projets lancés par les différentes lignes métiers. A cet effet, le total des investissements réalisés au cours de cette année s'est chiffré à près de 50,7 MDH.

Concernant le portefeuille de la Banque de Financement et d'Investissement (BFI), les investissements réalisés sont de l'ordre de 6,5 MDH. Ils ont porté essentiellement sur la refonte des activités de marché (logiciel Arpson) et le remplacement du système EXTRA.

Le portefeuille Engagements et Risques a absorbé 10,3 MDH d'investissements au titre de l'année 2006. Ces investissements ont été dédiés principalement à la refonte des engagements et des garanties dans le cadre du projet SYSEN. Rappelons que ce projet a démarré en 2005 avec un budget de 20 MDH réparti sur 3 ans. Le lot prévu pour 2006 a concerné essentiellement le marché des entreprises. Par ailleurs, le projet portant sur l'analyse de l'impact de Bâle II sur le système d'information et les procédures a été entamé également en 2006.

Le portefeuille Flux et Transactions a vu le démarrage du projet de refonte des circuits de recouvrement et de dématérialisation des chèques en 2006. Ce projet visant la rationalisation de la productivité sera déployé sur 2 ans.

Les chantiers liés à la modernisation des outils de production concernent principalement :

- la refonte de l'outil cdmNET et la mise en place du CRM et du Call Center,
- l'extension du réseau monétique à travers l'installation de 27 nouveaux GAB et le remplacement de 29 autres,

- le développement de l'infrastructure Agence à travers la généralisation de l'outil CITRIX permettant d'améliorer les temps de réponse des applications.

Le premier lot du projet visant l'informatisation des processus de la Direction de la Logistique et des Achats (DLA) a été également entamé en 2006. Ce lot a porté sur la gestion des immobilisations.

Investissements logistiques

A fin décembre 2006, le Crédit du Maroc a poursuivi son effort d'investissement dans le cadre de l'extension du réseau, de la mise en conformité des agences avec la nouvelle identité visuelle de la banque et d'amélioration du cadre de travail.

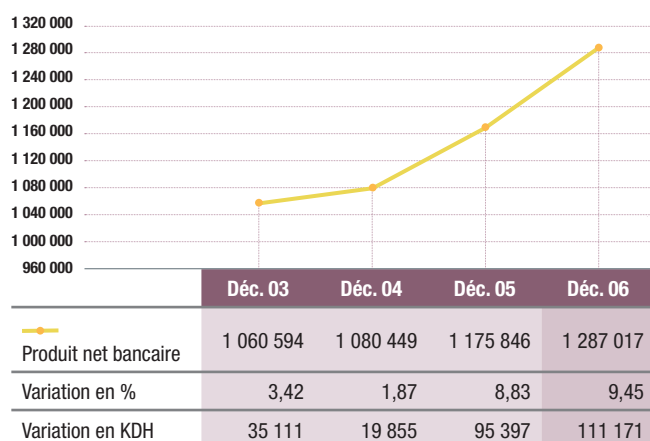
- Acquisition de locaux d'exploitation : 17 locaux d'exploitation ont été acquis durant l'année.
- Travaux d'aménagement des agences : la DLA a procédé à l'aménagement des nouvelles agences pour un coût de 18,4 MDH. L'aménagement des anciennes agences a absorbé un montant global de 6,2 MDH.

Rapport financier

Produit net bancaire : + 9,45%

Au 31 décembre 2006, le produit net bancaire s'élève à 1 287 017 KDH en progression de 9,45% (ou +111 171 KDH) par rapport à 2005. Cette performance a été réalisée grâce aux bonnes évolutions observées sur l'ensemble des composantes sauf celle concernant la marge sur commissions.

Evolution du produit net bancaire

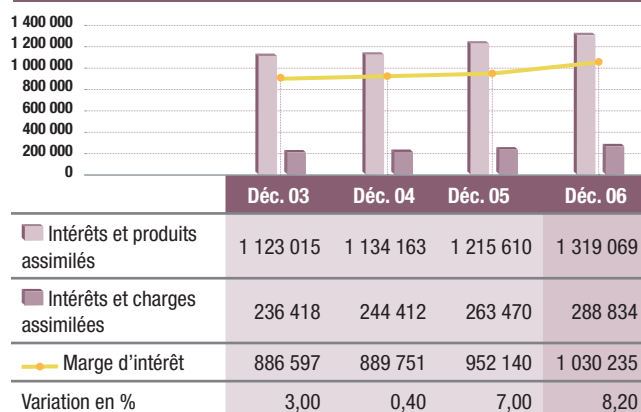


Marge d'intérêt : + 8,2%

La marge d'intérêt s'établit à 1 030 235 KDH enregistrant une hausse de 8,2% par rapport à l'année 2005, soit +78 095 KDH.

- Les intérêts et produits assimilés ont connu une hausse de 8,5% (ou +103 459 KDH) surtout grâce à la bonne évolution des capitaux emplois clientèle (+16%).
- Les intérêts et charges assimilées ont augmenté de 9,6% (ou +25 364 KDH). Cette variation provient notamment des ressources d'épargne (comptes sur carnets), suite aussi bien à l'évolution du taux qu'à celle des capitaux, soit +21 MDH dont effet taux +10 MDH et effet volume +11 MDH.

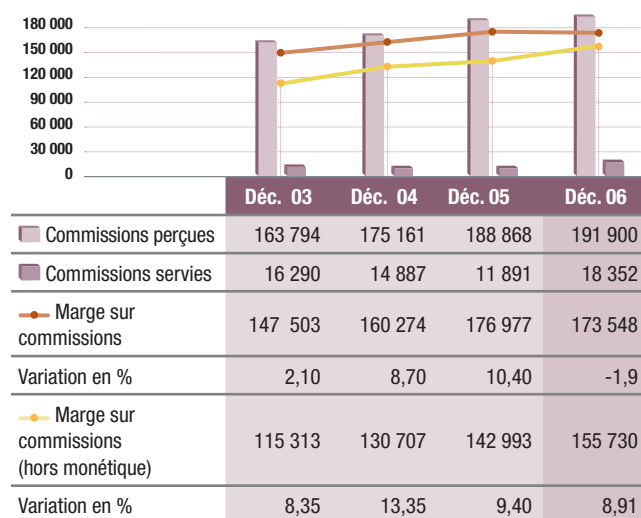
Evolution de la marge d'intérêt



Marge sur commissions : - 1,9%

S'inscrivant à 173 548 KDH, la marge sur commissions a décliné de 1,9% ou -3 430 KDH comparativement à l'année 2005. Cette contre-performance est expliquée principalement par la forte baisse (-21,7%) des commissions sur la monétique.

Evolution de la marge sur commissions

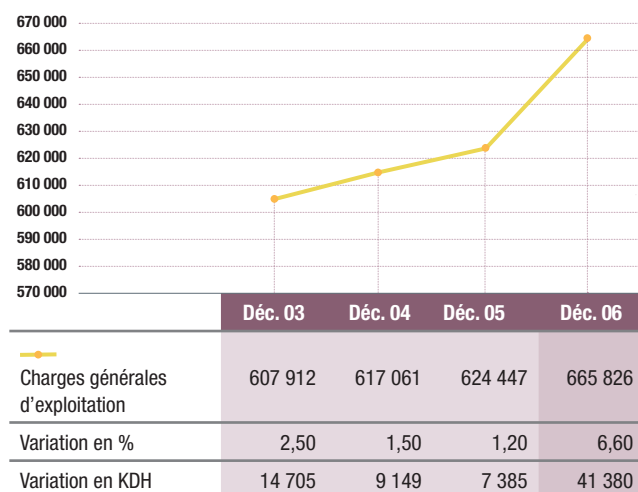


Charges générales d'exploitation : + 6,6%

A fin 2006, les charges générales d'exploitation ont atteint 665 826 KDH, en progression de 6,6%, soit +41 380 KDH par rapport à l'année précédente. Cette progression est principalement due à :

- l'extension du réseau,
- la campagne de recrutement : les frais de personnel ont augmenté de 4,3%,
- la campagne de communication lancée en 2006 suite au changement de l'identité visuelle du Crédit du Maroc.

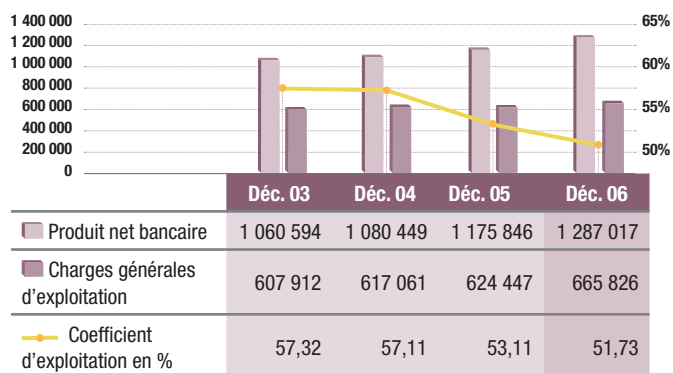
Evolution des charges générales d'exploitation



Coefficient d'exploitation : -1,37 point

Le coefficient d'exploitation s'améliore pour s'inscrire à 51,73% contre 53,11% en 2005. Ceci grâce à une progression du PNB (+9,5%) supérieure à celle des charges (+6,6%).

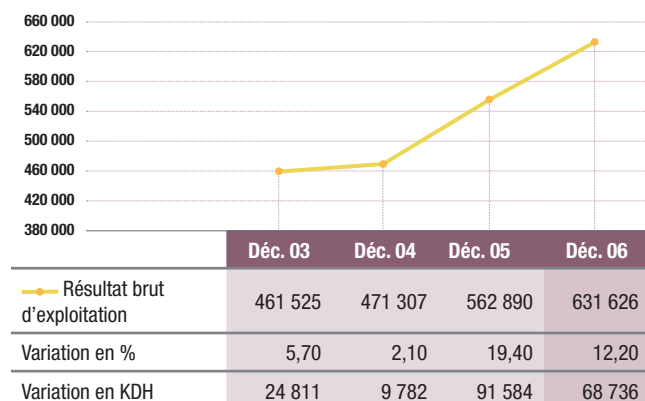
Evolution du coefficient d'exploitation



Résultat brut d'exploitation : +12,2%

Le résultat brut d'exploitation ressort à 631 626 KDH, en hausse de 12,2% ou +68 736 KDH par rapport à décembre 2005.

Evolution du résultat brut d'exploitation



Dotations nettes aux provisions

Les dotations nettes aux provisions ont atteint 166 332 KDH en 2006, en baisse de 16,2% par rapport à l'exercice 2005.

Cette évolution recouvre d'une part, une progression des dotations brutes aux provisions qui ont atteint 577 996 KDH en 2006, en hausse de 95 949 KDH par rapport à fin 2005

(soit 19,9%), et d'autre part, une forte progression des reprises de provisions qui atteignent 411 664 KDH contre 283 487 KDH une année auparavant, soit une hausse de 128 178 KDH ou 45,2%.

Le coût du risque, représentant les dotations nettes sur les engagements, est passé de 0,77% en 2005 à 0,57% en 2006.

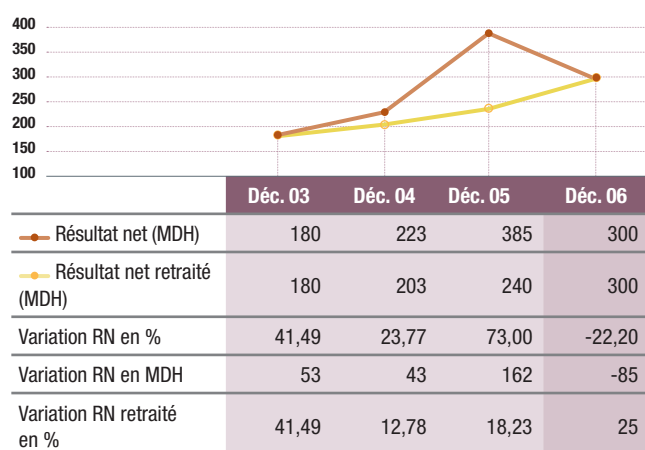
Evolution du coût du risque



Résultat net : +25% hors éléments non récurrents

En 2006, le résultat net ressort à 299 843 KDH contre 385 419 KDH l'année précédente. Hors éléments exceptionnels marquant l'année 2005 (cession des filiales CDMG et CDMF et cession du terrain des Arènes), le résultat 2006 est en progression de 25% par rapport à 2005.

Evolution du résultat net



Proposition d'affectation du résultat

Le Directoire propose d'affecter le bénéfice net comme suit :

Résultat net..... 299 843 072,98 DH

Affectation en réserve de la reprise
de la provision pour investissement - 26 614 000,00 DH

Report à nouveau
des exercices précédents..... 201 659 005,16 DH

Bénéfice distribuable..... 474 888 078,10 DH

Dividendes - 233 468 928,00 DH

Réserve extraordinaire - 50 000 000,00 DH

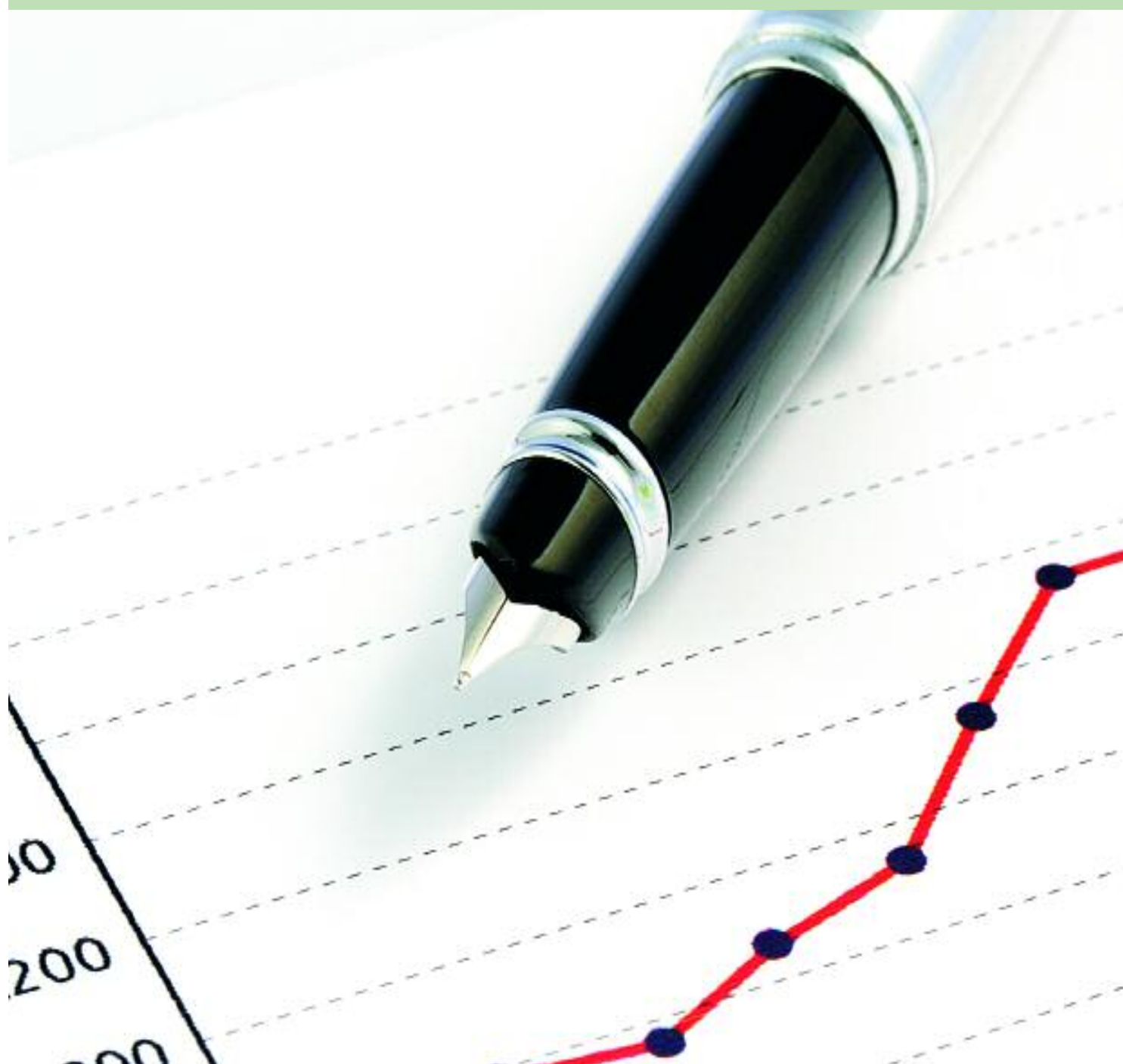
Report à nouveau 191 419 150,14 DH

A la suite de cette affectation, il sera attribué à chacune des 8 338 176 actions composant le capital social, un dividende de 28 dirhams.



ETATS DE SYNTHESE

EXERCICE 2006



Note de présentation des règles et principes comptables



Présentation

Le Crédit du Maroc est une société de droit commun constituée au Maroc, ayant pour objet toutes opérations de banque, de finances, de crédit et de commissions, ainsi que toutes opérations commerciales ou autres, susceptibles de favoriser son développement. La banque est régie par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit.

Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des succursales et agences établies au Maroc et à l'Etranger.

Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. La présentation des états de synthèse est conforme aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

Créances et engagements par signature

◆ Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissement de crédit, clientèle).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

◆ Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,

- les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50% pour les créances douteuses,
- 100% pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

Dès le déclassement des créances en créances en souffrance contentieuses, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursement effectif (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel.

Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Portefeuille de titres

◆ Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

◆ Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (frais d'acquisition et coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Au 31 décembre 2006, la banque n'a pas de titres classés en portefeuille de transaction.

◆ Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieur à 6 mois, à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais exclus, et le cas échéant, coupon couru exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

◆ Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créances qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais exclus et, le cas échéant, coupon couru exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

◆ Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats en cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

◆ Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan, et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrés font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'Etranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortisse-

ments cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisation d'exploitation et hors-exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	5 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors-exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeubles d'exploitation	20 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel roulant	4 ans
Agencements, aménagement et installations	10 ans

Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal. Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

◆ Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment, dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

◆ Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont, par principe plus rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

Engagements de retraite

Les engagements de retraites (Wissam Al Choughl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes ne font pas l'objet, car non obligatoire, d'une provision pour risque et charges.



Comptes individuels

BILAN au 31/12/2006

ACTIF	31/12/06	31/12/05
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	3 523 127 267,86	3 674 716 266,03
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	3 455 157 586,66	3 192 195 233,16
• A vue	363 425 023,46	533 609 545,56
• A terme	3 091 732 563,20	2 658 585 687,60
CREANCES SUR LA CLIENTELE	16 878 026 381,47	12 419 419 711,99
• Crédits de trésorerie et à la consommation	7 708 298 910,88	5 696 703 583,18
• Crédits à l'équipement	4 513 631 459,00	2 730 026 919,83
• Crédits immobiliers	3 950 761 141,07	3 146 538 813,74
• Autres crédits	705 334 870,52	846 150 395,24
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	806 535 699,90	1 507 245 131,69
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	790 282 505,80	1 151 714 490,63
• Autres titres de créance	-	339 507 557,96
• Titres de propriété	16 253 194,10	16 023 083,10
AUTRES ACTIFS	105 982 030,86	75 163 121,27
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 239 175 836,37	2 121 682 530,08
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 993 994 694,91	1 832 985 081,92
• Autres titres de créance	245 181 141,46	288 697 448,16
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	350 202 762,88	349 652 107,88
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	60 025 245,59	61 395 598,30
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	400 614 762,76	362 557 557,78
TOTAL DE L'ACTIF	27 818 847 574,35	23 764 027 258,18

en dirhams

PASSIF	31/12/06	31/12/05
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	392 532,94	258 397,13
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 220 836 914,14	288 214 299,11
• A vue	762 062 616,15	76 061 223,16
• A terme	458 774 297,99	212 153 075,95
DEPOTS DE LA CLIENTELE	24 007 657 397,12	20 992 380 946,56
• Comptes à vue créditeurs	14 711 007 934,95	11 951 545 301,74
• Comptes d'épargne	4 785 009 134,53	4 468 906 127,15
• Dépôts à terme	3 769 797 714,56	4 072 240 823,52
• Autres comptes créditeurs	741 842 613,08	499 688 694,15
TITRES DE CREANCE EMIS	-	-
• Titres de créance négociables	-	-
• Emprunts obligataires	-	-
• Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	202 406 012,56	244 611 326,55
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	147 753 479,45	136 888 427,67
PROVISIONS REGLEMENTEES	72 887 000,00	59 501 000,00
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	831 594 560,00	768 169 560,00
CAPITAL	833 817 600,00	833 817 600,00
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	201 659 005,16	54 766 455,33
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	299 843 072,98	385 419 245,83
TOTAL DU PASSIF	27 818 847 574,35	23 764 027 258,18

en dirhams

HORS BILAN	31/12/06	31/12/05
ENGAGEMENTS DONNES	4 858 592 059,93	4 134 441 668,95
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	501 961 000,00	342 972 000,00
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 529 718 779,87	1 448 054 483,19
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	830 598 460,24	524 235 037,35
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 996 313 819,82	1 819 180 148,41
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 643 935 291,02	1 580 356 006,26
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 643 935 291,02	1 580 356 006,26
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en dirhams

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 635 325 594,62	1 488 366 946,09
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	167 601 332,41	137 315 266,98
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 007 821 796,58	907 071 113,10
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	143 645 715,23	171 223 590,26
Produits sur titres de propriété	41 311 878,70	17 887 215,00
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	191 817 456,78	188 682 440,89
Autres produits bancaires	83 127 414,92	66 187 319,86
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	348 308 721,53	312 521 025,83
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	17 871 670,32	21 199 351,80
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	270 962 113,73	242 270 448,18
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	59 474 937,48	49 051 225,85
PRODUIT NET BANCAIRE	1 287 016 873,09	1 175 845 920,26
Produits d'exploitation non bancaire	9 896 428,01	12 766 431,62
Charges d'exploitation non bancaire	11 240,61	15 761,11
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	665 826 338,11	624 446 531,22
Charges de personnel	353 853 512,48	339 182 115,57
Impôts et taxes	11 087 571,97	11 786 117,72
Charges externes	210 653 873,11	177 846 868,09
Autres charges générales d'exploitation	14 361 605,87	17 086 768,14
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	75 869 774,68	78 544 661,70
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	578 070 232,77	483 615 183,38
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	278 154 309,99	282 697 795,09
Pertes sur créances irrécouvrables	233 920 658,55	137 141 067,91
Autres dotations aux provisions	65 995 264,23	63 776 320,38
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	412 289 033,85	283 795 491,90
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	368 703 431,98	264 456 747,00
Récupérations sur créances amorties	860 592,51	2 253 910,00
Autres reprises de provisions	42 725 009,36	17 084 834,90
RESULTAT COURANT	465 294 523,46	364 330 368,07
Produits non courants	5 955 339,42	191 648 959,53
Charges non courantes	14 060 962,27	7 705 492,70
RESULTAT AVANT IMPOTS	457 188 900,61	548 273 834,90
Impôts sur les résultats	157 345 827,63	162 854 589,07
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	299 843 072,98	385 419 245,83

ETAT DES SOLDES DE GESTION

du 01/01/2006 au 31/12/2006

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

en dirhams

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
+ Intérêts et produits assimilés	1 319 068 844,22	1 215 609 970,34
- Intérêts et charges assimilées	288 833 784,05	263 469 799,98
MARGE D'INTERET	1 030 235 060,17	952 140 170,36
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	191 899 583,24	188 868 003,95
- Commissions servies	18 351 941,85	11 890 533,44
Marge sur commissions	173 547 641,39	176 977 470,51
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	3 666 574,76	812 903,73
± Résultat des opérations de change	78 547 527,78	63 366 504,85
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	82 214 102,54	64 179 408,58
+ Divers autres produits bancaires	42 136 358,60	19 282 164,64
- Diverses autres charges bancaires	41 116 289,61	36 733 293,83
PRODUIT NET BANCAIRE	1 287 016 873,09	1 175 845 920,26
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	550 640,00	-1 259 585,16
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	9 896 428,01	12 766 431,62
- Autres charges d'exploitation non bancaire	11 240,61	15 761,11
- Charges générales d'exploitation	665 826 338,11	624 446 531,22
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	631 626 362,38	562 890 474,39
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-142 510 944,05	-153 128 206,00
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-23 820 894,87	-45 431 900,32
RESULTAT COURANT	465 294 523,46	364 330 368,07
RESULTAT NON COURANT	-8 105 622,85	183 943 466,83
- Impôts sur les résultats	157 345 827,63	162 854 589,07
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	299 843 072,98	385 419 245,83

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	299 843 072,98	385 419 245,83
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	75 869 774,68	78 544 661,70
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	74 160,00	1 568 356,00
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	16 000 000,00
+ Dotations aux provisions réglementées	40 000 000,00	15 000 000,00
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	27 238 800,00	13 733 770,84
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 190 476,08	156 279 871,71
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	11 240,61	15 761,11
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	31 939 423,00
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	387 368 972,19	294 594 959,09
- Bénéfices distribués	175 101 696,00	125 072 640,00
± AUTOFINANCEMENT	212 267 276,19	169 522 319,09

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en dirhams

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 490 822 491,95	1 353 361 669,77
Récupérations sur créances amorties	860 592,51	2 253 910,00
Produits d'exploitation non bancaire perçus	14 661 291,35	16 196 096,44
Charges d'exploitation bancaire versées	-360 498 487,57	-319 026 101,92
Charges d'exploitation non bancaire versées	-9 119 744,78	-7 705 492,70
Charges générales d'exploitation versées	-589 956 563,43	-545 901 869,52
Impôts sur les résultats versés	-157 345 827,63	-162 854 589,07
I - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	389 423 752,40	336 323 623,00
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-262 962 353,50	-824 872 355,06
Créances sur la clientèle	-4 601 230 488,20	-1 980 102 231,17
Titres de transaction et de placement	700 939 542,79	89 494 295,40
Autres actifs	-31 136 470,52	76 910 417,00
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	932 622 615,03	-86 581 529,14
Dépôts de la clientèle	3 015 276 450,56	2 091 936 596,55
Titres de créance émis	-	-
Autres passifs	-42 205 313,99	72 444 329,27
II - SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-288 696 017,83	-560 770 477,15
III - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I+II)	100 727 734,57	-224 446 854,15
Produit des cessions d'immobilisations financières	344 899 765,66	185 483 726,84
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 224 150,00	210 150 598,53
Acquisition d'immobilisations financières	-462 393 086,95	-235 550 000,00
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-117 542 758,97	-68 420 571,30
Intérêts perçus	115 365 632,71	123 577 448,71
Dividendes perçus	41 097 125,00	17 618 835,00
IV - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-77 349 172,55	232 860 037,78
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-175 101 696,00	-125 072 640,00
V - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-175 101 696,00	-125 072 640,00
VI - VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	-151 723 133,98	-116 659 456,37
VII - TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3 674 457 868,90	3 791 117 325,27
VIII - TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3 522 734 734,92	3 674 457 868,90

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUEES

au 31/12/2006

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ETAT DES DEROGATIONS

au 31/12/2006

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		N E A N T
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		N E A N T
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	<p>Les états de synthèse au 31 décembre 2006 sont présentés selon le modèle du plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C.) entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2000.</p> <p>Cette présentation résulte de retraitements et reclassements des comptes de l'ancien plan comptable bancaire (P.C.B.) par le biais d'une matrice de passage, en attendant la mise en place de la nomenclature des comptes du P.C.E.C.</p> <p>Dans l'attente de la mise en place du système d'information adéquat, les états de l'ETIC suivants n'ont pas été renseignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat B21 : Valeurs et sûretés reçues et données en garantie. - Etat C5 : Rémunérations et engagements en faveur des dirigeants. - Etat C7 : Titres et autres actifs gérés ou en dépôt. 	N E A N T

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

au 31/12/2006

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		N E A N T
II. Changements affectant les règles de présentation		N E A N T

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

au 31/12/2006

en milliers de DH

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'Etranger	Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	3 186 815	7	279 332	13 666	3 479 820	3 580 201
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	519 204	698 831	1 218 035	1 307 317
- au jour le jour	-	-	-	33 423	33 423	325 000
- à terme	-	-	519 204	665 408	1 184 612	982 317
PRETS FINANCIERS	-	318 785	1 562 593	-	1 881 378	1 639 503
AUTRES CREANCES	-	22 471	23 666	1 865	48 002	53 008
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	95	13 753	890	14 738	19 440
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 186 815	341 358	2 398 548	715 252	6 641 973	6 599 469

CREANCES SUR LA CLIENTELE

au 31/12/2006

en milliers de DH

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	531 083	784	5 506 916	221 437	6 260 220	4 614 616
- Comptes à vue débiteurs	531 083	784	2 198 158	199 368	2 929 393	2 001 491
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	1 135 445	-	1 135 445	945 242
- Crédits à l'exportation	-	-	233 984	-	233 984	266 447
- Autres crédits de trésorerie	-	-	1 939 329	22 069	1 961 398	1 401 436
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1 339 500	1 339 500	1 028 304
CREDITS A L'EQUIPEMENT	1 124	-	4 460 469	4 402	4 465 995	2 721 280
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	3 932 519	3 932 519	3 130 823
AUTRES CREDITS	13	-	309 944	-	309 957	361 445
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	149 148	25 315	174 463	78 347
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	259 636	135 737	395 373	484 605
- Créances pré-douteuses	-	-	65 396	-	65 396	69 949
- Créances douteuses	-	-	35 346	-	35 346	31 085
- Créances compromises	-	-	158 894	135 737	294 631	383 571
TOTAL	532 220	784	10 686 113	5 658 910	16 878 027	12 419 420

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR au 31/12/2006

en milliers de DH

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTES	246 203	2 784 278	14 775	456	3 045 712	3 628 927
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	2 784 278	-	-	2 784 278	2 984 699
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	245 181	-	-	-	245 181	628 205
TITRES DE PROPRIETE	1 022	-	14 775	456	16 253	16 023
TOTAL	246 203	2 784 278	14 775	456	3 045 712	3 628 927

DETAIL DES AUTRES ACTIFS au 31/12/2006

en milliers de DH

ACTIF	31/12/06	31/12/05
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	-	-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
DEBITEURS DIVERS	54 469	41 823
Sommes dues par l'Etat	17 899	7 722
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	2 345	2 633
Comptes clients de prestations non bancaires	44	107
Divers autres débiteurs	34 181	31 361
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	3 086	3 490
COMPTES DE REGULARISATION	48 427	29 850
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	2 021	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	9 856	5 333
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	10 928	464
Produits à recevoir	7 236	9 048
Charges constatées d'avance	11 884	7 895
Autres comptes de régularisation	6 502	7 110
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	-	-
TOTAL	105 982	75 163

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

au 31/12/2006

en milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES		-	-	39 932	39 932	-	86 701	27 622	58 034
Banque International de Tanger	Etab. de Crédit	1 655 USD	100,00%	7 444	7 444	31/12/06	9 195	1 426	9 343
SIFIM	Immobilière	1 021	100,00%	1 009	1 009	31/12/06	3 556	- 4 522	1 233
Crédit du Maroc Capital	Financière	10 000	100,00%	9 999	9 999	31/12/06	19 855	8 799	25 000
Crédit du Maroc Leasing	Etab. de Crédit	24 000	66,66%	20 680	20 680	31/12/06	41 021	10 358	17 358
Crédit du Maroc Patrimoine	Financière	1 000	60,00%	600	600	31/12/06	13 074	11 561	5 100
Crédit du Maroc Assurance	Assurance	2 000	100,00%	200	200	31/12/06	3 518	3 420	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES		-	-	235 494	228 982	-	-	-	-
Atlasnet	Sce Informatique	8 000	31,25%	2 500	-	-	-	-	-
Holding Sincomar	Sté Participation	300	27,97%	21	-	-	-	-	-
Interbank	Etab. de Crédit	11 500	16,00%	1 840	1 840	-	-	-	-
Centre Monétique Interbancaire	Etab. de Crédit	100 000	11,00%	11 000	10 244	-	-	-	-
Maroc Telecommerce	Com. Electronique	20 000	10,00%	2 000	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	218 133	216 898	-	-	-	-
TOTAL				275 426	268 914		86 701	27 622	58 034

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	230 292	23 458	6 035	247 716	168 896	19 242	448	187 690	60 025
• Droit au bail	13 529	2 000	-	15 529	-	-	-	-	15 529
• Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
• Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	216 764	21 458	6 035	232 187	168 896	19 242	448	187 690	44 497
• Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	960 832	114 984	120 147	955 669	598 275	56 628	99 848	555 054	400 615
• Immeubles d'exploitation	307 831	44 387	8 166	344 051	121 617	12 569	685	133 501	210 551
- Terrain d'exploitation	45 735	13 591	-	59 327	-	-	-	-	59 327
- Immeubles d'exploitation. Bureaux	223 914	30 431	8 166	246 179	98 992	10 693	685	109 000	137 180
- Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	38 181	364	-	38 545	22 625	1 876	-	24 501	14 044
• Mobilier et matériel d'exploitation	382 587	32 856	59 324	356 119	318 532	26 284	59 217	285 599	70 520
- Mobilier de bureau d'exploitation	86 055	4 345	15 195	75 205	74 900	4 100	15 194	63 806	11 399
- Matériel de bureau d'exploitation	12 419	520	3 125	9 815	11 035	370	3 019	8 387	1 428
- Matériel de bureau Telecom	29 444	4 989	6 319	28 114	25 390	2 609	6 319	21 680	6 435
- Matériel Informatique	214 908	21 433	30 864	205 477	176 715	16 578	30 864	162 429	43 048
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5 877	-	814	5 063	4 698	477	814	4 360	703
- Autres matériels d'exploitation	33 883	1 569	3 008	32 444	25 794	2 150	3 008	24 937	7 507
• Autres immobilisations corporelles d'exploitation	239 051	36 735	51 550	224 236	143 979	15 983	38 838	121 124	103 112
• Immobilisations corporelles hors exploitation	31 364	1 006	1 107	31 262	14 146	1 791	1 107	14 830	16 432
- Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Immeubles hors exploitation	24 471	-	-	24 471	10 371	1 205	-	11 576	12 895
- Mobiliers et matériel hors exploitation	4 253	169	1 107	3 315	3 475	441	1 107	2 809	506
- Autres immobilisations corporelles hors exploitation	2 640	836	-	3 476	300	145	-	445	3 031
TOTAL	1 191 124	138 442	126 182	1 203 384	767 171	75 870	100 297	742 744	460 640

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values ou perte de cession
A - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	448	448	-	-	-	-
• Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	448	448	-	-	-	-
B - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	104 834	99 848	4 986	1 224	1 190	4 952
• Immeubles d'exploitation	715	685	30	755	725	-
. Immeuble d'exploitation bureaux	715	685	30	755	725	-
• Mobilier et matériel d'exploitation	60 331	60 325	7	468	464	3
. Mobilier de bureau d'exploitation	15 195	15 194	1	154	153	0
. Matériel de bureau d'exploitation	3 025	3 019	6	33	30	3
. Matériel de bureau Télécom	6 319	6 319	-	-	-	-
. Matériel informatique	30 864	30 864	-	145	145	-
. Matériel d'imprimerie	256	256	-	8	8	-
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	814	814	-	120	120	-
. Autres matériels d'exploitation	2 752	2 752	-	2	2	-
Outillage	85	85	-	-	-	-
Matériel de sécurité	138	138	-	-	-	-
Petit mobilier matériel et outillage	1 974	1 974	-	1	1	-
Coffres forts	554	554	-	1	1	-
. Mobilier hors exploitation	1 107	1 107	-	7	7	-
• Autres immobilisations corporelles d'exploitation	43 788	38 838	4 950	1	1	4 949
. Agencement et aménagement (*)	43 788	38 838	4 950	1	1	4 949
TOTAL	105 283	100 297	4 986	1 224	1 190	4 952

* Pertes réalisées suite à des retraits d'actifs non totalement amortis

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

au 31/12/2006

en milliers de DH

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'Etranger	Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	393	9	9 685	318 733	328 820	75 318
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	200 065	-	-	200 065	-
- au jour le jour	-	200 065	-	-	200 065	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	226 924	251 464	138 419	616 807	157 124
- au jour le jour	-	226 924	-	-	226 924	-
- à terme	-	-	251 464	138 419	389 883	157 124
EMPRUNTS FINANCIERS	13 454	-	931	-	14 385	12 577
AUTRES DETTES	-	50 717	8 087	1 688	60 492	43 450
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	659	-	659	4
TOTAL	64 564	477 715	270 826	458 840	1 221 228	288 473

DEPOTS DE LA CLIENTELE

au 31/12/2006

en milliers de DH

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	58 796	1 061 205	3 424 251	10 166 756	14 711 008	11 951 545
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	4 785 009	4 785 009	4 468 906
DEPOTS A TERME	-	150 082	1 357 041	2 219 108	3 726 231	4 028 120
AUTRES COMPTES CREDITEURS	632	873	533 761	206 577	741 843	499 689
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	-	43 566	43 566	44 121
TOTAL	59 428	1 212 160	5 315 053	17 421 016	24 007 657	20 992 381

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

au 31/12/2006

en milliers de DH

PASSIF	Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	-	-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
CREDITEURS DIVERS	80 779	162 373
Sommes dues à l'Etat	36 457	118 950
Sommes dues aux organismes de prévoyance	12 945	12 611
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	5 031	4 972
Fournisseurs de biens et services	21	-
Divers autres créditeurs	26 325	25 840
COMPTES DE REGULARISATION	121 627	82 238
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	90	-
Charges à payer	107 597	68 500
Produits constatés d'avance	12 235	11 199
Autres comptes de régularisation	1 705	2 539
TOTAL	202 406	163 017

PROVISIONS

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2005	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2006
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR	1 223 843	277 291	369 369	-	1 131 765
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 216 303	277 217	368 514	-	1 125 006
Titres de placement	478	-	230	-	248
Titres de participation et emplois assimilés	7 062	74	625	-	6 511
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	196 389	66 858	42 607	-	220 640
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	11 251	937	190	-	11 999
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	60 000	-	-	-	60 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	65 637	25 921	15 804	-	75 755
Provisions réglementées	59 501	40 000	26 614	-	72 887
TOTAL	1 420 232	344 150	411 976	-	1 352 405

CAPITAUX PROPRES

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2005	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2006
ECARTS DE RÉÉVALUATION	-	-	-	-
RÉSERVE LÉGALE	83 382	-	-	83 382
AUTRES RÉSERVES	580 561	63 425	-	643 986
PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION ET D'APPORT	104 227	-	-	104 227
CAPITAL	833 818	-	-	833 818
Capital appelé	833 818	-	-	833 818
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
REPORT À NOUVEAU (+/-)	54 766	146 892	-	201 658
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTION (+/-)	-	175 102	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	385 419	-385 419	299 843	299 843
TOTAL	2 042 173	-	299 843	2 166 914

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	4 858 592	4 134 441
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	501 961	342 972
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	501 961	342 972
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 529 719	1 448 054
Crédits documentaires import	830 963	726 492
Acceptations ou engagements de payer	177 026	157 022
Ouvertures de crédit confirmés	521 730	564 540
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	830 598	524 235
Crédits documentaires export confirmés	259 353	15 827
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	571 245	508 408
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 996 314	1 819 180
Garanties de crédits données	349 898	254 208
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	1 276 472	1 095 568
Autres cautions et garanties données	369 944	469 404
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	2 643 935	1 580 356
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 643 935	1 580 356
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	2 643 935	1 580 356
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/06	31/12/05	31/12/06	31/12/05
ECARTS DE REEVALUATION	2 431 914	2 233 993	-	-
Devises à recevoir	3 090	4 635	-	-
Dirhams à livrer	3 210	4 674	-	-
Devises à livrer	1 212 371	1 112 245	-	-
Dirhams à recevoir	1 213 243	1 112 439	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

au 31/12/2006

en milliers de DH

ACTIF	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Total au 31/12/06
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	673 472	249 133	979 053	1 076 090	88 243	3 065 991
Créances sur la clientèle	3 500 972	1 177 446	603 480	2 965 317	4 765 660	13 012 875
Titres de créance	162 440	505 205	831 928	1 268 235	167 152	2 934 960
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	4 336 884	1 931 784	2 414 461	5 309 642	5 021 055	19 013 826

PASSIF	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Total au 31/12/06
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	-	389 883	-	14 385	404 268
Dettes envers la clientèle	697 177	1 177 834	1 698 140	153 086	-	3 726 237
Titres de créance émis	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	697 177	1 177 834	2 088 023	153 086	14 385	4 130 505

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE au 31/12/2006

en milliers de DH

BILAN	31/12/06	31/12/05
ACTIF	2 393 172	1 624 232
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Sce des chèques postaux	39 200	33 075
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	862 656	653 941
Créances sur la clientèle	1 257 307	845 875
Titres de transaction , de placement et d'investissement	-	-
Autres actifs	141 790	210
Titres de participation et emplois assimilés	92 220	91 132
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
PASSIF	2 393 172	1 624 232
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	823 833	214 536
Dépôts de la clientèle	163 046	137 326
Titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 406 293	1 272 370
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
HORS BILAN	31/12/06	31/12/05
Engagements donnés	1 233 739	765 098
Engagements reçus	906 360	843 456

MARGE D'INTERETS du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
INTERETS PERCUS	1 319 069	1 215 610
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	167 601	137 315
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 007 822	907 071
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	143 646	171 224
INTERETS SERVIS	288 834	263 469
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	17 872	21 199
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	270 962	242 270
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
MARGE D'INTERETS	1 030 235	952 141

PRODUIT SUR TITRES DE PROPRIETE

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

CATEGORIE DE TITRE	31/12/06	31/12/05
TITRES DE PLACEMENT	215	268
TITRES DE PARTICIPATION	-	-
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES	41 097	17 619
TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	-	-
EMPLOIS ASSIMILES	-	-
TOTAL	41 312	17 887

COMMISSIONS

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
COMMISSIONS PERCUES	191 899	188 868
sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
sur opérations avec la clientèle	49 162	43 770
sur opérations de change	82	186
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
sur produits dérivés	-	-
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	9 613	8 907
sur moyens de paiement	73 856	84 333
sur activités de conseil et d'assistance	-	-
sur ventes de produits d'assurances	13 130	12 082
sur autres prestations de service	46 056	39 590
COMMISSIONS VERSEES	18 352	11 891
sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
sur opérations avec la clientèle	-	-
sur opérations de change	-	-
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
sur produits dérivés	-	-
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	877	742
sur moyens de paiement	17 299	10 233
sur activités de conseil et d'assistance	-	-
sur ventes de produits d'assurances	-	-
sur autres prestations de service	176	916
MARGE SUR COMMISSIONS	173 547	176 977

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

RUBRIQUES	31/12/06	31/12/05
+ Gains sur titres de transaction	-	-
- Pertes sur titres de transaction	-	-
= Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
+ Plus-values sur cessions des titres de placement	3 436	499
+ Reprises de prov. pour dépréciation des titres de placement	230	400
- Moins-values de cession sur titres de placement	-	-
- Dotations de prov. pour dépréciation des titres de placement	-	86
= Résultat des opérations sur titres de placement	3 666	813
+ Gains sur opérations de change	78 554	63 708
- Pertes sur opérations de change	7	341
= Résultat des opérations de change	78 547	63 367
+ Gains sur produits dérivés	-	-
- Pertes sur produits dérivés	-	-
= Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
= RESULTAT GLOBAL	82 213	64 180

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

CHARGES	31/12/06	31/12/05
Charges de personnel	353 853	339 182
Impôts et taxes	11 087	11 786
Charges externes	210 654	177 847
Autres charges générales d'exploitation	14 362	17 087
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	75 870	78 545
TOTAL	665 826	624 447

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	-40 292	-35 338
Autres produits bancaires	824	1 395
Autres charges bancaires	41 116	36 733
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	9 885	12 750
Produits d'exploitation non bancaires	9 896	12 766
Charges d'exploitation non bancaires	11	16
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	578 070	483 615
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	412 289	283 795
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	-8 105	183 943
Produits non courants	5 955	191 649
Charges non courantes	14 060	7 706

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) : 31 décembre 2006

. Date d'établissement des états de synthèse (2) : 23 Février 2007

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

. Favorables

N E A N T

. Défavorables

ETATS NEANTS

au 31/12/2006

Etat B7	Créances subordonnées	Néant
Etat B8	Immobilisations données en crédit-bail et en location	Néant
Etat B12	Titres de créances émis	Néant
Etat B15	Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	Néant
Etat B16	Dettes subordonnées	Néant
Etat B19	Engagements sur titres	Néant

Comptes agrégés

BILAN

au 31/12/2006 (y compris agences à l'Etranger)

en dirhams

ACTIF	31/12/06	31/12/05
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	3 528 586 200,10	3 679 728 167,63
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	3 639 248 318,09	3 421 689 619,94
• A vue	419 641 417,86	572 853 924,69
• A terme	3 219 606 900,23	2 848 835 695,25
CREANCES SUR LA CLIENTELE	16 902 834 867,93	12 449 203 215,18
• Crédits de trésorerie et à la consommation	7 709 354 439,52	5 705 757 617,89
• Crédits à l'équipement	4 514 971 336,04	2 732 578 966,02
• Crédits immobiliers	3 963 025 102,51	3 159 549 679,82
• Autres crédits	715 483 989,85	851 316 951,44
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	806 535 699,90	1 507 245 131,69
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	790 282 505,80	1 151 714 490,63
• Autres titres de créance	-	339 507 557,96
• Titres de propriété	16 253 194,10	16 023 083,10
AUTRES ACTIFS	105 188 290,05	76 797 265,00
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 239 175 836,37	2 121 682 530,08
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 993 994 694,91	1 832 985 081,92
• Autres titres de créance	245 181 141,46	288 697 448,16
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	268 914 778,88	268 364 123,88
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	65 426 267,25	66 683 906,78
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	403 098 400,04	365 399 726,77
TOTAL DE L'ACTIF	27 959 008 658,61	23 956 793 686,94

en dirhams

PASSIF	31/12/06	31/12/05
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	392 532,94	258 397,13
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 262 404 661,96	332 978 908,19
• A vue	768 888 910,51	93 547 647,16
• A terme	493 515 751,45	239 431 261,03
DEPOTS DE LA CLIENTELE	24 095 763 998,82	21 130 397 849,88
• Comptes à vue créditeurs	14 765 041 500,30	12 037 846 995,61
• Comptes d'épargne	4 810 184 289,57	4 501 872 223,61
• Dépôts à terme	3 769 797 714,56	4 072 240 823,52
• Autres comptes créditeurs	750 740 494,39	518 437 807,14
TITRES DE CREANCE EMIS	-	-
• Titres de créance négociables	-	-
• Emprunts obligataires	-	-
• Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	207 737 737,42	251 050 216,81
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	147 950 909,11	137 092 514,80
PROVISIONS REGLEMENTEES	72 887 000,00	59 501 000,00
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	831 594 560,00	768 169 560,00
CAPITAL	833 817 600,00	833 817 600,00
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	205 072 173,06	56 838 280,34
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	301 387 485,30	386 689 359,79
TOTAL DU PASSIF	27 959 008 658,61	23 956 793 686,94

en dirhams

HORS BILAN	31/12/06	31/12/05
ENGAGEMENTS DONNES	4 863 885 024,25	4 135 926 827,74
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	501 961 000,00	342 972 000,00
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 529 718 779,87	1 448 054 483,19
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	835 223 713,46	524 577 275,17
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 996 981 530,92	1 820 323 069,37
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 648 674 115,59	1 585 450 518,58
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 648 674 115,59	1 585 450 518,58
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

du 01/01/2006 au 31/12/2006 (y compris agences à l'Étranger)

en dirhams

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 658 682 419,59	1 512 942 084,94
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	175 879 006,84	143 831 435,57
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 010 125 926,73	909 684 772,68
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	143 645 715,23	171 223 590,26
Produits sur titres de propriété	41 311 878,70	17 887 215,00
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	199 219 763,57	197 251 153,93
Autres produits bancaires	88 500 128,52	73 063 917,50
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	352 617 901,35	316 632 574,31
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	20 353 026,71	23 261 735,50
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	271 612 603,63	242 925 295,80
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	60 652 271,01	50 445 543,01
PRODUIT NET BANCAIRE	1 306 064 518,24	1 196 309 510,63
Produits d'exploitation non bancaire	9 896 428,01	12 766 431,62
Charges d'exploitation non bancaire	11 240,61	15 761,11
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	682 081 902,04	642 436 325,45
Charges de personnel	364 333 505,25	351 511 483,80
Impôts et taxes	11 602 789,52	12 270 042,89
Charges externes	215 358 400,34	182 393 587,51
Autres charges générales d'exploitation	14 361 605,87	17 086 768,14
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	76 425 601,06	79 174 443,11
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	578 474 508,46	484 936 193,45
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	278 413 352,52	283 125 014,49
Pertes sur créances irrécouvrables	234 065 891,73	138 034 858,58
Autres dotations aux provisions	65 995 264,23	63 776 320,38
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	412 354 272,99	284 669 585,64
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	368 757 663,81	265 176 343,65
Récupérations sur créances amorties	860 592,51	2 253 910,00
Autres reprises de provisions	42 736 016,67	17 239 331,99
RESULTAT COURANT	467 747 568,11	366 357 247,88
Produits non courants	6 094 037,96	191 749 121,81
Charges non courantes	14 267 370,46	7 705 492,70
RESULTAT AVANT IMPOTS	459 574 235,61	550 400 876,99
Impôts sur les résultats	158 186 750,31	163 711 517,20
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	301 387 485,30	386 689 359,79

ETAT DES SOLDES DE GESTION

du 01/01/2006 au 31/12/2006 (y compris agences à l'Etranger)

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

en dirhams

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
+ Intérêts et produits assimilés	1 329 650 648,80	1 224 739 798,51
- Intérêts et charges assimilées	291 965 630,34	266 187 031,30
MARGE D'INTERET	1 037 685 018,46	958 552 767,21
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	199 301 890,47	197 436 716,99
- Commissions servies	19 026 472,69	12 413 795,64
Marge sur commissions	180 275 417,78	185 022 921,35
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	3 666 574,76	812 903,73
± Résultat des opérations de change	78 851 327,59	63 770 819,78
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	82 517 902,35	64 583 723,51
+ Divers autres produits bancaires	47 183 311,14	25 754 447,35
- Diverses autres charges bancaires	41 597 131,05	37 604 348,79
PRODUIT NET BANCAIRE	1 306 064 518,68	1 196 309 510,63
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	550 640,00	-1 259 585,16
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	9 896 428,01	12 766 431,62
- Autres charges d'exploitation non bancaire	11 240,61	15 761,11
- Charges générales d'exploitation	682 081 902,04	642 436 325,45
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	634 418 444,04	565 364 270,53
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-142 860 988,37	-153 729 619,42
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-23 809 887,56	-45 277 403,23
RESULTAT COURANT	467 747 568,11	366 357 247,88
RESULTAT NON COURANT	-8 173 332,50	184 043 629,11
- Impôts sur les résultats	158 186 750,31	163 711 517,20
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	301 387 485,30	386 689 359,79

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	301 387 485,30	386 689 359,79
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	76 425 601,06	79 174 443,11
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	74 160,00	1 568 356,00
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	16 000 000,00
+ Dotations aux provisions réglementées	40 000 000,00	15 000 000,00
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	27 238 800,00	13 733 770,84
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 190 476,08	156 279 871,71
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	11 240,61	15 761,11
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	31 939 423,00
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	389 469 210,89	296 494 854,46
- Bénéfices distribués	175 101 696,00	125 072 640,00
± AUTOFINANCEMENT	214 367 514,89	171 422 214,46

Comptes consolidés

au 31/12/2006

Informations relatives au périmètre de consolidation

◆ Liste des entreprises consolidées

Les modalités de détermination du périmètre de consolidation sont conformes aux dispositions du P.C.E.C.

Le périmètre du Groupe Crédit du Maroc au 31 décembre 2006 se présente comme suit :

Sociétés consolidées	Capital social (KDH)	Capital social (KUSD)	%		Méthode de consolidation (*)
			contrôle	intérêts	
Crédit du Maroc	833 818		100,00	100,00	E.C.
Crédit du Maroc Capital	10 000		100,00	100,00	I.G.
Crédit du Maroc Leasing	24 000		66,66	66,66	I.G.
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000		100,00	100,00	I.G.
Crédit du Maroc Assurance	200		100,00	100,00	I.G.
Banque Internationale de Tanger		1 655	100,00	100,00	I.G.
S.I.F.I.M.	1 021		100,00	100,00	I.G.

* EC : Etablissement consolidant

* IG : Intégration globale

Entreprises entrées et sorties du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2006

Le périmètre de consolidation n'a pas subi de changement en 2006.

Entreprises laissées en dehors de la consolidation

Les entreprises laissées en dehors de la consolidation sont celles qui ne présentent pas d'importance significative eu égard de l'ensemble consolidé.

Principes et modalités de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe Crédit du Maroc ont été préparés selon les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédits (P.C.E.C.).

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2006 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

◆ Principes de consolidation

Périmètre de consolidation

Sont intégrés globalement les banques, établissements et holdings à caractère financier contrôlés au moins à 50% par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés déjà intégrées globalement.

Sont mis en équivalence les banques, établissements et holdings financiers dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20% et 50%, à condition que celle-ci lui assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Les entreprises à caractère non financier sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sans tenir compte du type de dépendance.

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

Date de clôture des exercices

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes le 31 décembre.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participation, après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables.

Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. Dans les cas exceptionnels où ils sont dégagés dans le cadre d'une fusion, ils sont imputés sur les capitaux propres.

S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique «Provisions sur écarts d'acquisition» dans le poste «Comptes de régularisation» et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

Retraitements et opérations réciproques

Lorsque l'impact est significatif, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après.

Après cumul des bilans et comptes de résultat, les soldes réciproques significatifs, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe, sont éliminés.

◆ **Principes comptables et méthodes d'évaluation**

Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des succursales étrangères

Les comptes consolidés sont établis en dirhams. A cette fin, les états financiers des filiales exprimés en devises étrangères sont convertis selon la méthode dite « taux de clôture » conformément aux dispositions du P.C.E.C.

Les écarts de conversion dégagés de l'application de ladite méthode sont inscrits dans les capitaux propres.

Immobilisations

• Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et sont amorties intégralement dès la première année.

• Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les droits au bail et les brevets et marques. Elles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

• Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

Titres de participation

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

Titres de placement

Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier. Ce sont essentiellement des fonds d'Etat et des obligations garanties par l'Etat. Ils sont enregistrés au prix d'acquisition hors intérêts courus non échus à cette date.

Crédits à la clientèle

Conformément à la réglementation bancaire marocaine, les crédits à la clientèle sont classés en fonction de leur objet économique en :

- crédits de trésorerie,
- crédits à la consommation,
- crédits à l'équipement,
- crédits immobiliers,
- autres crédits à la clientèle.

Les intérêts courus et non échus sont pris en compte dans le compte de résultat. Cependant, dès que le recouvrement d'une créance devient douteux, les intérêts sont comptabilisés en produits lors de leur encaissement.

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail réalisées par Crédit du Maroc Leasing sont portées à l'actif du bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées pour son montant net d'impositions différées.

Provisions d'exploitation

Des provisions sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter, soit du non recouvrement total ou partiel de créances en souffrance, soit de la mise en jeu d'engagements hors-bilan. Ces provisions sont évaluées conformément aux règles de Bank Al-Maghrib relatives à la couverture par des provisions des créances en souffrance et inscrites au passif du bilan.

Les autres provisions destinées à couvrir des risques déterminés sont également classées au passif du bilan.

Provisions réglementées

Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont éliminées en consolidation.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôt effectivement utilisés en règlement de l'impôt,
- l'impôt différé résultant des décalages temporaires d'imposition ou de déductions existant dans les comptes sociaux ou dus à des retraitements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

En 2006, le taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit est de 39,60% sur le résultat réalisé au Maroc hors la banque Off-Shore. L'activité de cette dernière obéit au régime applicable aux banques Off-Shore soit une imposition forfaitaire de 25 000 USD.

La succursale de Paris est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux applicables en France où le taux normal de l'IS est de 33,33%.

Pour les autres filiales le taux de l'imposition à l'IS est de 35%.



BILAN CONSOLIDE

au 31/12/2006

en milliers de DH

ACTIF	31/12/06	31/12/05
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	3 528 529	3 679 726
• Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 190 844	3 411 124
• Valeurs en caisse	337 685	268 602
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	2 763 458	2 735 980
• A vue	199 617	572 150
• A terme	2 563 841	2 163 830
CREANCES SUR LA CLIENTELE	17 061 556	12 584 934
• Crédits de trésorerie et à la consommation	7 800 002	5 695 687
• Crédits à l'équipement	4 592 811	2 732 579
• Crédits immobiliers	3 963 027	3 159 551
• Autres crédits	705 716	997 117
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	868 214	691 890
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	860 323	1 534 928
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	790 283	1 151 714
• Autres titres de créance	-	339 508
• Titres de propriété	70 040	43 706
AUTRES ACTIFS	157 630	144 190
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 239 176	2 121 683
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 993 995	1 832 985
• Autres titres de créance	245 181	288 698
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	20 502	19 951
TITRES MIS EN EQUIVALENCE	-	-
• Entreprises à caractère financier	-	-
• Autres entreprises	-	-
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 002	67 305
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	440 619	445 739
EGARTS D'ACQUISITION	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	28 008 009	24 026 326

en milliers de DH

PASSIF	31/12/06	31/12/05
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	393	605
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 215 121	220 724
• A vue	783 459	87 979
• A terme	431 662	132 745
DEPOTS DE LA CLIENTELE	24 024 811	21 129 186
• Comptes à vue créditeurs	14 694 337	12 032 941
• Comptes d'épargne	4 810 177	4 501 871
• Dépôts à terme	3 769 798	4 072 677
• Autres comptes créditeurs	750 499	521 697
TITRES DE CREANCE EMIS	15 593	103 814
• Titres de créance négociable émis	15 593	103 814
• Emprunts obligataires émis	-	-
• Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	426 275	394 082
ECARTS D'ACQUISITION	23	208
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	148 058	137 245
PROVISIONS RÉGLEMENTEES	-	-
FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
PRIMES LIEES AU CAPITAL	831 595	768 170
CAPITAL	833 818	833 818
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
RESERVES CONSOLIDEES, ÉCARTS DE REEVALUATION, ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES SUR MISES EN EQUIVALENCES	195 488	165 112
• Part du groupe	179 340	150 563
• Part des intérêts minoritaires	16 148	14 549
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	316 834	273 362
• Part du groupe	310 579	269 043
• Part des intérêts minoritaires	6 255	4 319
TOTAL DU PASSIF	28 008 009	24 026 326
CAPITAUX PROPRES	31/12/06	31/12/05
• Part du groupe	2 155 332	2 021 594
• Part des intérêts minoritaires	22 403	18 868
TOTAL	2 177 735	2 040 462

en milliers de DH

HORS BILAN	31/12/06	31/12/05
ENGAGEMENTS DONNES	4 920 952	3 855 664
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	811 961	287 474
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 712 411	1 478 648
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	830 598	524 235
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 565 982	1 565 307
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 684 922	1 651 266
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	60 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 684 922	1 591 266
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 710 785	1 548 325
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	175 879	140 673
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	983 017	888 973
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	143 646	171 224
Produits sur titres de propriété	5 940	714
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	78 714	56 385
Commissions sur prestations de service	232 904	220 301
Autres produits bancaires	90 685	70 055
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	363 016	323 057
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	22 576	21 176
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	272 846	242 931
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	3 958	6 129
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 362	1 633
Autres charges bancaires	61 274	51 188
PRODUIT NET BANCAIRE	1 347 769	1 225 268
Produits d'exploitation non bancaire	18 725	20 362
Charges d'exploitation non bancaire	3 951	554
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	700 625	662 641
Charges de personnel	373 108	361 030
Impôts et taxes	11 990	12 569
Charges externes	222 435	183 659
Autres charges générales d'exploitation	13 278	24 479
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	79 814	80 904
Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	-	-
Reprises sur écarts d'acquisition	185	185
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	557 613	486 500
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	297 500	297 572
Pertes sur créances irrécouvrables	234 118	140 003
Autres dotations aux provisions	25 995	48 925
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	393 746	285 978
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	376 763	280 218
Récupérations sur créances amorties	861	2 254
Autres reprises de provisions	16 122	3 506
RESULTAT COURANT	498 236	382 098
Produits non courants	13 473	61 856
Charges non courantes	14 374	10 749
RESULTAT AVANT IMPOTS	497 335	433 205
Impôts sur les résultats	180 501	159 844
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	316 834	273 362
QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	-	-
Entreprises à caractère financier	-	-
Autres entreprises	-	-
RESULTAT NET DU GROUPE	316 834	273 362
Part du groupe	310 579	269 043
Part des intérêts minoritaires	6 255	4 319

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/06	31/12/05
+ Intérêts et produits assimilés	1 302 542	1 200 870
- Intérêts et charges assimilées	299 380	270 236
MARGE D'INTERET	1 003 162	930 634
+ Produits sur opérations en crédit-bail et en location	78 714	56 385
- Charges sur opérations en crédit-bail et en location	2 362	1 633
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	76 352	54 752
+ Commissions perçues	233 179	222 391
- Commissions servies	19 430	12 568
Marge sur commissions	213 749	209 823
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	5 432	1 552
± Résultat des opérations de change	79 061	63 465
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	84 493	65 017
+ Divers autres produits bancaires	11 811	2 856
- Diverses autres charges bancaires	41 798	37 814
PRODUIT NET BANCAIRE	1 347 769	1 225 268
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	551	-1 968
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	18 725	20 362
- Autres charges d'exploitation non bancaire	3 951	154
- Charges générales d'exploitation	700 625	662 641
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	662 469	580 867
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-153 994	-155 103
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-10 424	-43 851
± Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	185	185
RESULTAT COURANT	498 236	382 098
RESULTAT NON COURANT	-901	51 107
- Impôts sur les résultats	175 379	176 498
- Impôts différés	5 122	-16 654
Résultat net des entreprises intégrées		
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		
RESULTAT NET	316 834	273 362
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
± Résultat net du groupe	316 834	273 362
- Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE DES SOCIETES INTEGREES	316 834	273 362
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorp et corp	79 814	80 904
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	74	1 568
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	16 000
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	625	-
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	1 192	2 396
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	3 951	154
- Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession des immobilisations financières	-	400
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-
- Reprises sur écarts d'acquisition	185	185
+ Charges (produits) d'impôts différés de l'exercice	5 122	-16 654
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	403 793	353 153
- Bénéfices distribués	177 822	125 073
± AUTOFINANCEMENT	225 971	228 080

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

du 01/01/2006 au 31/12/2006

en milliers de DH

LIBELLE	31/12/06	31/12/05
+ Produits d'exploitation bancaire perçus	1 710 785	1 430 715
+ Récupérations sur créances amorties	861	2 254
+ Produits d'exploitation non bancaire perçus	32 198	55 885
- Charges d'exploitation bancaire versées	-363 016	-329 562
- Charges d'exploitation non bancaire versées	-18 325	-11 133
- Charges générales d'exploitation versées	-934 743	-581 737
- Impôts sur les résultats versés	-180 501	-159 844
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	247 259	406 578
Variation des :		
± Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-27 478	-777 574
± Créances sur la clientèle	-4 392 412	-1 974 743
± Titres de transaction et de placement	674 605	86 264
± Autres actifs	-13 440	59 028
± Immobilisations données en crédit-bail et en location	-176 324	-66 037
± Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	994 397	-137 001
± Dépôts de la clientèle	2 895 625	2 087 953
± Titres de créance émis	-88 221	-
± Autres passifs	32 193	113 467
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-101 055	-608 643
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	146 204	-202 065
+ Produit des cessions d'immobilisations financières	344 890	192 984
+ Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 849	2 856
- Acquisition d'immobilisations financières	-470 656	-26 544
- Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-117 542	-72 732
+ Intérêts perçus	115 366	123 577
+ Dividendes perçus	5 726	446
IV. FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-119 367	220 587
+ Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
+ Emission de dettes subordonnées	-	-
+ Emission d'actions	-	-
- Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
- Intérêts versés	-	-
- Dividendes versés	-177 822	-125 073
V. FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-177 822	-125 073
VI . IMPACT DÉCONSOLIDATION	-	-19 303
VII. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V+VI)	-150 985	-125 854
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3 679 121	3 804 975
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3 528 136	3 679 121



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Rapport Général des Commissaires aux Comptes Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2006

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2005, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, du Crédit du Maroc arrêtés au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KDH 2 166 914, dont un bénéfice net de KDH 299 843 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Crédit du Maroc au 31 décembre 2006, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Le 26 mars 2007

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse
A. Bidah
Associé



M. Y. Sebti
Expert Comptable



Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Visées à l'article 95 de la Loi 17-95 sur la Société Anonyme

Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Decembre 2006

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 6 mai 2005, et en application de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi et approuvées par votre Conseil de Surveillance.

1 Conventions conclues au cours de l'exercice

1.1 Convention entre Crédit du Maroc (CDM) et l'Institut de Formation du Crédit Agricole Mutuel (IFCAM)

Cette convention a pour objet la conception, la préparation, l'organisation et l'animation des actions de formation portant sur le management des hommes, le management commercial et la formation des formateurs. Le montant versé par CDM à l'IFCAM au titre de l'exercice 2006 s'élève à DH 818 451.

1.2 Convention entre CDM et Crédit Agricole Immobilier

Il s'agit d'une convention se rapportant à la réalisation par Crédit Agricole Immobilier d'une étude relative au regroupement des divers Départements et Directions du Crédit du Maroc. Le montant de la prestation réglé au titre de l'exercice 2006 est de DH 385 000.

1.3 Convention entre CDM et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence

Cette convention a pour objet l'intégration du Crédit du Maroc, au même titre que le Crédit Agricole Alpes Provence, à la plate-forme Intermed-Trade. Le CDM bénéficiera ainsi de l'ensemble des prestations et percevra des commissions sur les services payants selon des modalités à définir ultérieurement par voie de convention. En contrepartie, le CDM s'engage à verser au Crédit Agricole Alpes Provence une participation financière à l'ensemble du dispositif Intermed-trade. Le montant réglé par le CDM en 2006 au titre de la mise en ligne du site s'élève à DH 330 000.

2 Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

2.1 Convention entre Crédit du Maroc (CDM) et Crédit du Maroc Capital (CDMC) relative à la réalisation d'études macro économiques

Cette convention a pour objet la réalisation par CDMC pour CDM de notes, d'études sectorielles ou spécifiques, notamment des notes de conjonctures trimestrielles, des notes de synthèse sur les données

nationales et internationales ainsi que l'analyse de la Loi de Finances et ses répercussions sur le secteur bancaire et autres secteurs intéressant la banque. La commission versée par CDM au titre de l'exercice 2006 est de DH 500 000.

2.2 Convention entre CDM et Crédit du Maroc Leasing (CDML)

En 2003, CDM avait conclu avec CDML une « convention de partage de risque » traitant, d'une part de la rémunération des prestations commerciales et de la rémunération de la couverture du risque, et d'autre part, des conditions de la mise en jeu de la garantie donnée par CDM à CDML.

Aux termes de cette convention, qui a pris effet à partir du 1er mars 2003, CDM s'est engagé à commercialiser les contrats de crédit bail mobilier et immobilier de CDML auprès de sa clientèle d'entreprises et de professionnels par l'intermédiaire de son réseau commercial. En contrepartie CDML verse au CDM une commission d'apport payée au moment du déblocage de chaque opération. Par ailleurs, les opérations apportées par CDM sont garanties (sauf cas particuliers) par celui-ci à hauteur de 50%. En contrepartie de cet engagement CDML verse au CDM une commission mensuelle sur l'encours financier. Au titre de l'exercice 2006, la commission d'apport et la commission de garantie versées par CDML au CDM sont respectivement de DH 879 159 et DH 632 627.

2.3 Conventions entre CDM et Crédit Agricole S.A. (CASA)

(a) Missions d'inspection

Dans le cadre de cette convention, CASA s'engage à effectuer, à la demande du Directoire ou du Conseil de Surveillance du CDM, des missions d'inspection sur tout ou partie des activités de ce dernier, y compris au niveau des filiales ou des succursales. Pour l'exercice 2006 il n'y a pas eu de mission d'inspection.

(b) Assistance technique

Au cours de l'exercice 2006, CDM a eu recours à l'assistance de CASA. Cette assistance a couvert des aspects techniques, notamment la mise en place et la maintenance d'outils informatiques ainsi que des prestations relatives à la messagerie. Le montant relatif à cette assistance au titre de l'exercice 2006 s'élève à DH 222 002.

Le 26 mars 2007

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse
A. Bidah
Comptable



M. Y. Sebti
Expert
Associé



RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 11 MAI 2007





Première résolution

L'Assemblée Générale après avoir constaté :

- qu'elle a été régulièrement convoquée,
- qu'elle réunit le quorum du quart au moins du capital social pour la tenue des assemblées générales ordinaires prévues par la loi et par l'article 26.2 des statuts,
- que le rapport de gestion, le texte et l'exposé des motifs des projets de résolution présentés à l'Assemblée, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2006 ainsi que le rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 95 et suivants de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, l'inventaire, les états de synthèse arrêtés au 31 décembre 2006, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social à partir de la date de convocation de l'assemblée et peut en conséquence, délibérer valablement sur les questions inscrites à l'ordre du jour et donne décharge de sa convocation régulière au Conseil de Surveillance.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après les avoir entendus, approuve :

- le rapport de gestion du Directoire,
- le rapport du Conseil de Surveillance,
- le rapport des commissaires aux comptes.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale approuve les comptes, le bilan et le compte de produits et charges de l'exercice 2006, tels qu'ils lui sont présentés, faisant ressortir un bénéfice net de 299 843 072,98 dirhams pour l'activité au Maroc, et un bénéfice net de 138 622,25 euros pour l'agence de Paris.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leur mandat aux membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice 2006.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale donne acte à Monsieur Mohammed Youssef Sebti et à la société Pricewaterhousecoopers, commissaires aux comptes, de l'accomplissement de leur mission au titre de l'exercice 2006.

Sixième résolution

1- Pour les résultats réalisés au Maroc :

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire, d'affecter le bénéfice net comme suit :

- bénéfice net de l'exercice : 299 843 072,98 Dh
- réserve non distribuable : -26 614 000,00 Dh
(reprise de la provision pour investissement)
- report à nouveau des exercices
précédents : +201 659 005,16 Dh
- bénéfice distribuable : 474 888 078,14 Dh
- dividendes : -233 468 928,00 Dh
- réserve extraordinaire : -50 000 000,00 Dh
- solde à reporter à nouveau : 191 419 150,14 Dh

A la suite de cette affectation, il sera attribué à chacune des 8 338 176 actions composant le capital social, un dividende de 28 dirhams.

L'Assemblée décide de fixer la date de mise en paiement de ce dividende à compter du 1er juin 2007.

2 - Pour les résultats réalisés par l'agence de Paris :

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2006 s'élevant à 138 622,25 euros au poste «report à nouveau».

A la suite de cette affectation, le montant du poste «report à nouveau» créditeur de l'agence de Paris s'élèvera à 444 983,25 euros.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 95 et suivants de

la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale renouvelle l'autorisation d'acquisition et de cession en bourse par Crédit du Maroc de ses propres actions, objet de la douzième résolution adoptée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2005.

L'Assemblée fixe ainsi les modalités de cette opération comme suit :

- prix maximum d'achat et de vente : 1 250 dirhams
- prix minimum d'achat et de vente : 700 dirhams

- nombre maximum d'actions à acquérir : 5% du capital
- délai d'acquisition : 12 mois

L'Assemblée Générale, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 281 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, confère au Président du Directoire, tous les pouvoirs nécessaires pour l'application de la présente autorisation.

Neuvième résolution




























L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer les formalités prescrites par la loi.



RESEAU CREDIT DU MAROC



CASABLANCA

-  **MOHAMMED V**
48-58, Bd Mohammed V
Tél. : 022 47 73 19 • Fax : 022 47 72 81
-  **AIN SEBAA**
Km 7,300, route de Rabat - Aïn Sebaâ
Tél. : 022 35 57 80 • Fax : 022 35 59 26
-  **AIN SEBAA EL OULJA**
Lot. El Oulja II, lot n° 130 - Aïn Sebaâ
Tél. : 022 35 81 04/05 • Fax : 022 34 30 04
-  **AIT YAFALMANE**
39, rue Aït Yafalmane
Tél. : 022 28 02 94 • Fax : 022 28 92 19
-  **AL AZHAR**
Ahl Loughlam, Lot. Al Azhar, Imm. F
Sidi Bernoussi
Tél. : 022 75 05 00/54 • Fax : 022 75 05 69
-  **AL FADL**
Angle Bd Smara et rue 203 - Inara
Tél. : 022 50 00 93 • Fax : 022 52 56 47
-  **AL HOUDA**
133, Av. 2 Mars, Rés. Alhayat
Tél. : 022 83 69 59 • Fax : 022 85 67 04
-  **AL KHEIR**
78, rue 7 - Sidi Bernoussi
Tél. : 022 76 58 02 • Fax : 022 73 54 47
-  **AL QODS**
85, Bd Souhaïb Erroumi
Tél. : 022 73 17 73 • Fax : 022 73 85 01
-  **ANFA**
211, Bd d'Anfa
Tél. : 022 36 08 46 • Fax : 022 39 61 73
-  **ANFA LA FRATERNITE**
Angle Bd d'Anfa et rue Jean Jaurès, n°56
Gauthier
Tél. : 022 48 48 98 • Fax : 022 27 09 17
-  **BEAUSEJOUR**
Angle route d'El Jadida et rue El Kadi Bekkar
Tél. : 022 25 39 94 • Fax : 022 25 24 10
-  **BEN JDIA**
23, rue Canizarès
Tél. : 022 44 03 07/08 • Fax : 022 44 03 06
-  **BIR ANZARANE**
Angle rue Ali Abderrazak et Bd Bir Anzarane
Tél. : 022 95 04 84 • Fax : 022 94 04 19
-  **BOURGOGNE**
160, angle Bd de Bourgogne et rue de Nice
Tél. : 022 29 90 38 • Fax : 022 49 05 81
-  **CASA VOYAGEURS**
20, place Prince Sidi Mohammed - Belvédère
Tél. : 022 24 84 64 • Fax : 022 24 94 25
-  **DEUX MARS**
Angle Av. 2 Mars et rue Salonique
Tél. : 022 83 78 13 • Fax : 022 83 60 16
- EL FIDA**
326, Bd El Fida
Tél. : 022 83 15 02 • Fax : 022 83 70 05
-  **EL OULFA**
Angle Bd Oued Tensift et Bd Oued Sebou
Quartier El Oulfa
Tél. : 022 90 03 24 • Fax : 022 90 50 86
-  **EMILE ZOLA**
146, Bd Emile Zola et rue Rethel
Tél. : 022 24 08 10 • Fax : 022 40 23 07
-  **FRANCEVILLE**
Angle Bd Ghandi et rue Mohammed Hayani
Tél. : 022 23 62 41 • Fax : 022 23 70 06
-  **GAUTHIER**
128, rue Taha Houcine (ex Galilée) - Quartier Gauthier
Tél. : 022 20 80 57 • Fax : 022 20 82 75
-  **GHANDI**
90, Bd Ghandi
Tél. : 022 39 02 41 • Fax : 022 39 08 02
-  **HAY CHRIFA**
Angle rue 1 et rue 15, Résidence Abdelaziz,
Lot. Chrifa
Tél. : 022 87 08 25/26 • Fax : 022 87 08 29
-  **HAY ESSALAM**
262, Bd Yacoub Al Mansour
Tél. : 022 39 69 45 • Fax : 022 94 74 33
-  **HAY HASSANI**
45-47, Bd Afghanistan
Tél. : 022 90 66 38 • Fax : 022 89 63 35
-  **HAY MOHAMMADI**
16, Lot. Nadia, Bd de la Grande Ceinture
Tél. : 022 60 38 28 • Fax : 022 60 00 72
-  **HAY MOULAY ABDELLAH**
492, Bd Al Qods - Inara II
Tél. : 022 50 60 64/65 • Fax : 022 50 65 82

-  **HAY MOULAY RACHID**
Lot n° 12, Av. Driss Al Harti, Lot. Attacharouk
Hay Moulay Rachid
Tél. : 022 71 09 57 • Fax : 022 71 09 37
-  **HAY SADRI**
Angle Bd des Forces Auxilliaires et rue n°10
Tél. : 022 70 85 07 • Fax : 022 71 29 30
-  **IBN TACHFINE**
Angle Bd Ibn Tachfine et rue E. Brunet
Hay Hakam II
Tél. : 022 60 94 87 • Fax : 022 60 95 22
-  **IBNOU KOTAIBA**
306, Bd Abdelmoumen
Tél. : 022 25 20 49 • Fax : 022 25 24 64
-  **IBNOU ROCHD**
111-113, angle Bd Abdelmoumen
et rue Van Zeeland
Tél. : 022 22 76 52 • Fax : 022 47 71 30
-  **IDRISSIA**
754, Av. Aba Chouaïb Doukkali - Idrissia I
Tél. : 022 28 99 15 • Fax : 022 28 51 76
- INARA**
Bd de Taza, n°179 - Hay Moulay Abdallah
Tél. : 022 21 81 67 • Fax : 022 52 50 07
- KOREA**
Sidi Maârouf 4, rue 15, n°125
Tél. : 022 80 94 16 • Fax : 022 28 54 86
-  **LA RESISTANCE**
Angle Bd de la Résistance et Bd Bachir Ibrahim
Tél. : 022 54 00 51 • Fax : 022 44 68 68
-  **LIBERTE**
212, Bd de la Résistance
Place Lemaigre Dubreuil
Tél. : 022 26 35 49 • Fax : 022 22 91 60
-  **MAARIF CANTAL**
35, place du Cantal - Maârif
Tél. : 022 25 66 89 • Fax : 022 23 05 77
-  **MAARIF ROUDANI**
374, Bd Brahim Roudani – Maârif
Tél. : 022 25 28 13 • Fax : 022 23 08 28
-  **MABROUKA**
174, Bd du Nil
Tél. : 022 38 95 09 • Fax : 022 57 07 51
- MASKANE - RESISTANCE**
Angle Bd de la Résistance et Bd Bachir Ibrahim
Tél. : 022 44 97 03/24 • Fax : 022 44 96 61
- MEDIOUNA**
439, Av. Mohammed VI,
Ex route de Médiouna
Tél. : 022 81 07 83 • Fax : 022 81 35 67
-  **MERS SULTAN**
Angle rue Hadj Omar Riffi
et Bd Rahal El Meskini
Tél. : 022 31 09 57 • Fax : 022 44 03 46
-  **MOHAMED DJOURI**
76-80, rue Mohamed Djouri
Tél. : 022 44 52 05/06 • Fax : 022 44 51 22
-  **MOSTAPHA EL MAANI**
355, rue Mostapha El Maâni
Tél. : 022 26 38 01 • Fax : 022 20 60 75
-  **MOULAY YOUSSEF**
Angle Bd Moulay Youssef et rue Goulmima
Tél. : 022 48 03 17 • Fax : 022 27 13 55
-  **OUED DAOURA**
346 bis, Bd Oued Daoura
Tél. : 022 93 47 00/71 • Fax : 022 93 47 90
-  **OUED EDDAHAB**
182, Bd Oued Eddahab - Jamila 7
Tél. : 022 37 80 07/13 • Fax : 022 56 89 12
-  **OUED EL MAKHAZINE**
40, Bd de Bordeaux
Tél. : 022 22 69 91/92 • Fax : 022 20 07 87
-  **OULAD ZIANE**
80, route des Oulad Ziane
Tél. : 022 44 03 42 • Fax : 022 44 45 26
-  **PALMIER**
38, Bd du 9 Avril – Palmier
Tél. : 022 23 79 50 • Fax : 022 99 23 28
-  **PHARE**
Angle Av. du Phare et rue Bab Al Irfane
Tél. : 022 36 51 20/21 • Fax : 022 36 51 23
-  **ROCHES NOIRES**
Angle Bd Ambassadeur Ben Aïcha
et rue Abou Mousslim Al Khourassani
Tél. : 022 24 81 54 / 022 24 81 57
Fax : 022 24 81 49
-  **SBATA**
412, Av. Commandant Driss Harti - Cité Djemaâ
Tél. : 022 37 16 49 • Fax : 022 55 17 13
-  **SBATA 6 NOVEMBRE**
436, angle Av. 6 novembre et Av. du Nil - Sbata
Tél. : 022 55 59 42/48 • Fax : 022 55 59 57
-  **SIDI BERNOUSSI**
Amal III, Bd Abi Dar El Ghaffari, lot 187
Sidi Bernoussi
Tél. : 022 73 12 24 • Fax : 022 73 92 33
-  **SIDI MAAROUF**
157, route 1029, Lot. Amine
Tél. : 022 97 56 71/72 • Fax : 022 58 13 84
-  **SIDI MOUMEN**
Angle Bd Lalla Asmaâ et rue Al Adarissa
Tél. : 022 70 25 57 • Fax : 022 72 85 98
-  **STRASBOURG**
1, rue de Strasbourg
Tél. : 022 31 33 74 • Fax : 022 31 21 43
-  **VAL FLEURI**
Angle rue El Bachir Laâlaj et Ahmed El Kadmiri
Plateau Maârif
Tél. : 022 77 41 02 • Fax : 022 25 45 22
-  **VICTOIRE**
182, rue de Strasbourg
Tél. : 022 30 79 32 • Fax : 022 45 08 79
-  **ZERKTOUNI**
170, Bd Zerktoni
Tél. : 022 47 10 28/29 • Fax : 022 47 28 35
-  **ZERKTOUNI LES FLEURS**
15, angle Bd Zerktoni et rue Lucerne
Tél. : 022 29 74 23 • Fax : 022 20 57 48

HORS CASABLANCA

-  **AGADIR AL FEDDYA**
Imm. 10, Av. Hassan II - Quartier Dakhla
Tél. : 028 22 96 97/79 • Fax : 028 22 99 56
-  **AGADIR AL MOUQUAOUAMA**
Place des taxis, imm. Bakrim
Quartier Industriel
Tél. : 028 82 06 92 • Fax : 028 84 76 49
-  **AGADIR CENTRE**
Av. des FAR, imm. T
Tél. : 028 84 01 88 • Fax : 028 84 10 11
-  **AGADIR CITE UNIVERSITAIRE**
64, Bd Messaoud El Wakfaoui - Hay Assalam
Tél. : 028 21 30 28 • Fax : 028 22 11 05
-  **AGADIR DCHEIRA**
34, Bd Bir Anzarane - Dcheira
Tél. : 028 27 16 18 • Fax : 028 27 15 59

-  **AGADIR OUFELLA**
Imm. Crédit du Maroc, Bd Mohammed V
Tél. : 028 84 67 28/29 • Fax : 028 84 67 30
-  **AGADIR TADDART**
65-68 Av. des FAR, Rés. Tiguimi
Tél. : 028 82 33 21 • Fax : 028 82 31 06
-  **AGADIR TALBORJT**
Immeuble Marhaba, angle Av. 29 février
et Bd Mohamed Cheikh Saâdi
Quartier Talborjt
Tél. : 028 82 22 35 • Fax : 028 84 48 38
-  **AHFIR**
Angle Bd de Berkane et rue de la Résistance
Tél. : 036 62 70 91 • Fax : 036 62 70 93
-  **AIN TAOUJDATE**
Aïn Taoujdate centre, route de Fès
Province de Meknès
Tél. : 035 44 01 19 • Fax : 035 44 05 02
-  **AIT MELLOUL**
Angle route de Tiznit et rue de l'hôpital,
Lot. Guichard - Province d'Agadir
Tél. : 028 24 04 72 • Fax : 028 24 07 75
-  **AL HOCEIMA**
108, Bd Mohammed V
Tél. : 039 98 26 06 • Fax : 039 98 12 84
-  **AZROU**
Bd Hassan II - Ahadaf
Tél. : 035 56 06 30/33 • Fax : 035 56 06 26
-  **BENI-MELLAL**
263, Bd Mohammed V
Tél. : 023 48 38 19 • Fax : 023 48 30 40
-  **BERKANE**
44, Bd Mohammed V
Tél. : 036 61 05 10 • Fax : 036 61 45 10
-  **BERKANE HASSAN II**
260, Bd Hassan II
Tél. : 036 23 19 50 • Fax : 036 23 19 44
-  **BERRECHID**
57, rue Averroès
Tél. : 022 33 72 33 • Fax : 022 32 40 98
-  **BERRECHID EZZAHRA**
19, Bd Mohammed V - Hay Al Youssr
Tél. : 022 32 67 09 • Fax : 022 32 67 07
-  **DAKHLA**
Av. Mohammed V
Tél. : 028 89 73 61 • Fax : 028 89 88 61
- DRIOUCH**
90-92, Bd Hassan II, Driouch - Province de Nador
Tél. : 036 36 61 08 • Fax : 036 36 65 30
-  **EL JADIDA**
1, Av. Al Jamia El Arabia et rue Pierre Gresset
Tél. : 023 34 35 12 • Fax : 023 35 12 46
-  **EL JADIDA SAADA**
Rés. Najmat Aljanoub, Imm. B
Quartier du Phare
Tél. : 023 35 46 33/42 • Fax : 023 35 44 75
-  **EL KELAA DES SRAGHNA**
Angle Bd Mohammed V et Av. Allal Ben Abdallah
Quartier Souguia
Tél. : 024 41 25 73 • Fax : 024 41 25 77
-  **ESSAOUIRA**
12, place Moulay El Hassan
Tél. : 024 47 58 19 • Fax : 024 47 52 47
-  **FES ATLAS**
Av. du Roi Hussein de Jordanie, Rés. Tarik
Route d'Immouzer
Tél. : 035 64 16 96 • Fax : 035 65 94 37
-  **FES BAB FTOUH**
14-16, Bd Al Watan
Tél. : 035 64 99 52 • Fax : 035 63 05 26
-  **FES BADR**
9 Résidence Nakhla - Route Ain Smen
Tél. : 035 61 05 62 • Fax : 035 61 05 11
-  **FES DAR DBIBEGH**
Angle Av. Hassan II et rue Ribat Al Kheir
Tél. : 035 93 00 78 • Fax : 035 94 07 68
-  **FES MOULAY IDRIS**
Angle Av. Abou Oubeida Ibnou Al Jarrah
et rue Abou Hanifa
Tél. : 035 62 12 79 • Fax : 035 93 14 38
-  **FES NARJISS**
196 et 198 Lot. El Ouafa - Route de Sefrou
Tél. : 035 61 44 73/74 • Fax : 035 61 44 71
-  **FES RAS CHERRATINE**
52, rue Ras Cherratine
Tél. : 035 63 35 90 • Fax : 035 63 41 51
-  **FES VILLE NOUVELLE**
Angle Bd Mohammed V et rue Mokhtar Soussi
Tél. : 035 62 57 51 • Fax : 035 65 44 82
-  **FKIH BENSALAH**
1 Bd Mohammed V
Tél. : 023 43 86 27/28 • Fax : 023 43 86 29
-  **FNIDEQ**
Av. Mohammed V
Tél. : 039 67 52 90/91 • Fax : 039 67 52 86
-  **GUELMIM**
198-200, Bd Youssef Ben Tachfine
Tél. : 028 87 32 23 • Fax : 028 87 32 10
-  **GUERCIF**
Angle Bd Moulay Youssef et rue des Almohades
Quartier Al Farah
Tél. : 035 67 56 27 • Fax : 035 67 60 10
-  **HAD BELFAA**
Lot. Boudi Abdellah, Commune rurale Had Belfaa
Province Chtouka Aït Baha
Tél. : 028 82 18 60 • Fax : 028 20 95 86
-  **INEZGANE**
1, Bd Mohammed V
Tél. : 028 83 22 55 • Fax : 028 33 43 85
-  **KENITRA KHABBAZAT**
2, angle rue 9 et Bd Mohammed V
Khabbazat
Tél. : 037 37 86 45 • Fax : 037 36 30 13
-  **KENITRA MOULAY ABDELAZIZ**
2, angle Bd Mohamed Diouri
et Bd Moulay Abdelaziz
Tél. : 037 37 37 04/05 • Fax : 037 37 11 42
-  **KENITRA OULED OUJJIH**
87, bloc I, Ouled Oujjih
Tél. : 037 32 01 70 • Fax : 037 35 23 89
-  **KHEMISSSET**
Angle Av. Mohammed V et rue Volubilis
Tél. : 037 55 62 28 • Fax : 037 55 49 39
-  **KHENIFRA**
11, Bd Zerktouni - Cité Ennajah
Tél. : 035 38 46 27/29 • Fax : 035 38 46 31
-  **KHOURIBGA**
20, rue Moulay Idriss
Tél. : 023 56 28 22 • Fax : 023 56 55 61
-  **LAAYOUNE**
190, Av. Chahid Bouchraya - Place Dchera
Tél. : 028 99 52 06/07 • Fax : 028 99 52 08
-  **LARACHE**
20, Bd Mohammed V
Tél. : 039 91 27 08 • Fax : 039 91 27 09
-  **MARRAKECH ABDELKRIM EL KHATTABI**
176, Bd Abdelkrim El Khattabi
Tél. : 024 43 73 26/44 • Fax : 024 43 80 81

 **MARRAKECH ARSET LAMAACH**
129, rue Houmane El Fetouaki
Tél. : 024 44 23 55 • Fax : 024 38 95 13

 **MARRAKECH AL MASSIRA**
Doha Forum du Sud - Hay Al Massira II
Tél. : 024 34 59 63 • Fax : 024 34 59 37

 **MARRAKECH BAB DOUKKALA**
Av. Hassan II, Imm. des Habous
Bab Doukkala
Tél. : 024 43 63 96 • Fax : 024 43 79 92

 **MARRAKECH DAUDIATE**
3, Av. Allal El Fassi, Lot. Bokar, Imm. E
Tél. : 024 33 28 56/57 • Fax : 024 33 28 58

 **MARRAKECH DOUAR EL ASKAR**
10, Bd d'Essaouira
Tél. : 024 34 43 52 • Fax : 024 49 09 26

 **MARRAKECH GUELIZ**
215, Av. Mohammed V
Tél. : 024 43 40 67 • Fax : 024 43 17 11

 **MARRAKECH MEDINA**
43, rue Bab Agnaou
Tél. : 024 44 22 35 • Fax : 024 42 68 76

 **MARRAKECH SIDI ABBAD**
312, Bd Prince Moulay Abdellah
Sidi Abbad
Tél. : 024 31 26 39 • Fax : 024 31 26 35

 **MEKNES BAB BERRIMA**
1-2, Bab Berrima, Av. du Mellah
Tél. : 035 53 49 54 • Fax : 035 53 19 12

 **MEKNES HAMRIA**
28, Bd Mohammed V
Tél. : 035 52 00 20 • Fax : 035 51 38 00

 **MEKNES IBNOU SINA**
Rés. Alia, Av. des FAR
Route de Fès/Meknès
Tél. : 035 52 39 60/61 • Fax : 035 55 49 18

 **MEKNES MARJANE**
41, Route Agouray, Lot. Marjane II
Tél. : 035 46 85 28 • Fax : 035 46 81 05

 **MEKNES ROUAMZINE**
Angle Av. Moulay Ismail et Bd Benzidane,
complexe Habous Bab Bou Ameir
Tél. : 035 53 33 61 • Fax : 035 52 40 15

 **MOHAMMEDIA EL ALIA**
Bd Monastir n° 103, Derb Chabab A
El Alia
Tél. : 023 32 34 56 • Fax : 023 30 27 50

 **MOHAMMEDIA JRIDA**
Rue Abderrahmane Serghini
Tél. : 023 32 23 14 • Fax : 023 32 10 70

 **MONTE ARUI**
323, Bd Hassan II
Tél. : 036 33 28 10 • Fax : 036 36 36 27/97


 **NADOR AL MASSIRA**
Angle Av. Hassan II et Bd Youssef
Ben Tachfine
Tél. : 036 60 39 85 • Fax : 036 33 68 29

 **NADOR FAR**
191, Av. des FAR
Tél. : 036 33 14 65 • Fax : 036 33 17 89

 **NADOR SIDI ALI**
64, Av. Mohammed V
Tél. : 036 60 60 24 • Fax : 036 33 06 64

 **OUARZAZATE**
Angle Bd Mohammed V et Bir Anzarane
Cité Moukaouama
Tél. : 024 88 27 26 • Fax : 024 88 24 99

 **Oujda ALLAL FASSI**
2, Bd Allal Fassi Dhar M'Halla
Tél. : 036 74 69 97/98 • Fax : 036 74 69 97

 **Oujda PLACE 16 AOUT**
30, Bd Mohammed V
Tél. : 036 68 26 96 • Fax : 036 70 10 34

 **Oujda SIDI ABDELWAHAB**
157, rue Lieutenant Belhoucine
Tél. : 036 68 22 73 • Fax : 036 70 01 04

 **Oujda SI LAKHDAR**
Lot. Boulouiz lot 13
Route de Taza
Tél. : 036 51 07 28/51 • Fax : 036 51 07 01

 **Oujda BADR**
Angle Bd d'Ahfir et rue Archimède
Tél. : 036 68 75 53 • Fax : 036 68 75 44

 **OULAD TEIMA**
Bd Mohammed V, Oulad Teima
Province de Taroudant
Tél. : 028 52 62 63 • Fax : 028 52 74 22

 **RABAT ABDELMOUMEN**
37, rue Abdelmoumen
Tél. : 037 70 05 77 • Fax : 037 20 66 15

 **RABAT ALLAL BEN ABDALLAH**
21, Av. Allal Ben Abdallah
Tél. : 037 72 19 61 • Fax : 037 73 24 32

 **RABAT AGDAL**
78, angle Av. Fal Ould Oumeir
et rue Atlas
Tél. : 037 67 20 13 • Fax : 037 67 48 51

 **RABAT AVENUE D'ALGER**
23, Av. d'Alger
Tél. : 037 20 41 83 • Fax : 037 20 80 28

 **RABAT BAB TAMESNA**
Angle Av. Hassan II et Av. Madagascar
Diour Jamaâ
Tél. : 037 70 39 55 • Fax : 037 20 54 20

 **RABAT BIN EL OUIDANE**
Angle Bin El Ouidane et rue Dayet Aoua
Agdal
Tél. : 037 67 43 52/53 • Fax : 037 68 69 31

 **RABAT EL MANZEH**
11-19, Hay El Manzeh - Cité Yacoub Al Mansour
Tél. : 037 79 01 16 • Fax : 037 79 88 68

 **RABAT ENNAKHIL**
Lot 10, Av. Ennakhil, Imm. 2 - Hay Ryad
Tél. : 037 56 57 20 • Fax : 037 56 57 21

 **RABAT HAY RYAD**
Secteur 3, lot 23, n° 6, Imm. Assanaoubar
Tél. : 037 71 67 34/51 • Fax : 037 71 67 87


 **RABAT MABELLA**
51, Av. Tadia Mabella
Tél. : 037 75 73 02 • Fax : 037 75 40 30

 **RABAT MEGA MALL**
Centre Commercial Méga Mall, km 4,2,
Av. Imam Malik - Route Zaërs - Souissi
Tél. : 037 75 81 33 • Fax : 037 75 56 05











 **RABAT OCEAN**
52, rue Abdelkrim Al Khattabi
Tél. : 037 72 24 06 • Fax : 037 20 80 28

 **RABAT SOUISSI**
Km 2,500, route des Zaërs - Souissi
Tél. : 037 75 25 30 • Fax : 037 75 46 15

 **RABAT YACOUB EL MANSOUR**
59, Av. Al Massira Al Khadra
Cité Yacoub El Mansour
Tél. : 037 79 75 85 • Fax : 037 28 20 95

 **SAFI**
Angle rue du R'bat et rue Abdelmoumen Ben Ali
Tél. : 024 46 23 30 • Fax : 024 46 43 73

 **SALE MEDINA**
Av. du 2 Mars
Tél. : 037 78 28 16 • Fax : 037 78 22 55

-  **SALE TABRIQUET**
Hay Karima, Av. Mohammed V
Tabriquet
T l. : 037 85 17 60 • Fax : 037 85 05 31
-  **SELOUANE**
Angle Bd Mohammed V et rue Larache
T l. : 036 35 85 61/62 • Fax : 036 35 85 31
-  **SETTAT HASSAN II**
30, Av. Hassan II
T l. : 023 40 45 06 • Fax : 023 40 15 78
-  **SIDI KACEM**
3, Bd Mohammed V, Res. Al Manar
T l. : 037 59 05 03 • Fax : 037 59 04 93
-  **SIDI SLIMANE**
22, angle Av. Hassan II et Av. Bir Anzarane
T l. : 037 50 26 99 • Fax : 037 50 06 98
-  **SOUK EL ARBAA**
21, angle route de Tanger
et route de Mekn s
T l. : 037 90 24 09 • Fax : 037 90 14 18
-  **TANGER AL MAJID**
Angle Av. Al Gads et rue C - Saida
T l. : 039 36 10 17 • Fax : 039 36 12 12
-  **TANGER ATLANTIQUE**
Zone Logistique de la zone franche
d'exportation, Lot 45E
T l. : 039 39 37 55/56 • Fax : 039 39 37 57
-  **TANGER GRAND SOCCO**
32, rue d'Italie
T l. : 039 93 53 55 • Fax : 039 37 20 30
-  **TANGER LIGUE ARABE**
Lot. Hadj Tibtani N 26, Quartier Sourigine
Route de T xouan
T l. : 039 94 61 69 • Fax : 039 32 17 55

-  **TANGER PASTEUR**
Angle Av. Mohammed V et rue Moussa
Brou Nousseir
T l. : 039 93 19 16 • Fax : 039 93 33 05
-  **TANGER SOUANI**
5, angle rue Atlas et Av. Moulay Abdelhalid
Quartier Souani
T l. : 039 31 73 09 • Fax : 039 31 72 89
-  **TADOURT**
Rue Moulay Abdelah
T l. : 036 68 85 46/77 • Fax : 036 69 86 02
-  **TAROUANT**
4, Bd Mohammed V
T l. : 025 85 12 52 • Fax : 025 85 10 20
-  **TAZA**
70, Av. Alal Ben Abdallah
T l. : 035 67 48 67 • Fax : 035 67 31 10
-  **TEMARA CENTRE**
Av. Hassan II - Temara Centre
T l. : 037 74 05 39 • Fax : 037 74 05 59
-  **TETOUAN BAB NOUADER**
Angle Bd Prince H ritier Sid Mohammed
et Bd Youssef Ben Tachfine
T l. : 039 70 39 70 • Fax : 039 70 39 90
-  **TETOUAN SANIAT R MEL**
4-6, Av. des FAR, Quartier Moulay El Hassan
Saniat R mel
T l. : 039 99 11 44 • Fax : 039 99 79 43
-  **TINERHR**
1, Bd Mohammed V
T l. : 024 83 41 43 • Fax : 024 83 33 95
-  **TIZMIT**
Place Youssoufia - Ville Nouvelle
T l. : 028 86 24 89 • Fax : 028 86 27 74

RESEAU A L'ETRANGER

SUCCURSALE DE PARIS
13, Av. de Clichy, 75 017 Paris
France
T l. : 00 (33-1) 45 22 83 01
Fax : 00 (33-1) 42 93 68 67

Repr sentations

AVIGNON
17, Bd Saint Ruf, 84 000 Avignon
France
T l. : 00 (33-4) 90 16 20 10
Fax : 00 (33-4) 90 16 20 11

AMSTERDAM
Ter Van Swinderstraat 16-18 1093 GD Amsterdam
Hollande
T l. : 00 (31-20) 66 33 741
Fax : 00 (31-20) 66 33 586

UTRECHT
1 Kanakstraat 90, 3531 GM Utrecht
Hollande
T l. : 00 (31-30) 29 63 264
Fax : 00 (31-30) 29 60 217

MILAN
Via Marochetti 21-201, 39 Milan
Italie
T l. : 00 (39-025) 65 14 200
Fax : 00 (39-025) 68 17 756





48 - 58, Boulevard Mohammed V - 20 000 Casablanca
Tél. : +212 (22) 47 70 00 - Fax : +212 (22) 27 71 27
Service clientèle : 022 477 477 ou info@ca-cdm.ma
Site web : www.cdm.co.ma
A partir de la France : [N° Azur 0 810 00 36 16](tel:+33210003616)